



COMMISSION DES SERVICES  
FINANCIERS ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS

réglementation • éducation • protection

# *Rapport de 2016 sur les marchés financiers*

---

OCTOBRE 2016

**FCNB.CA**

85, rue Charlotte, bureau 300 | Saint John (N.-B.) E2L 2J2 | 506 658-3060  
225 rue King, bureau 200 | Fredericton (N.-B.) E3B 1E1 | 866 933-2222

## Remerciements

La Commission des services financiers et des services aux consommateurs (FCNB) tient à signaler l'importante contribution de Godfred Taku, candidat à la maîtrise à l'Université du Nouveau-Brunswick, campus de Saint John, à la rédaction du présent rapport.

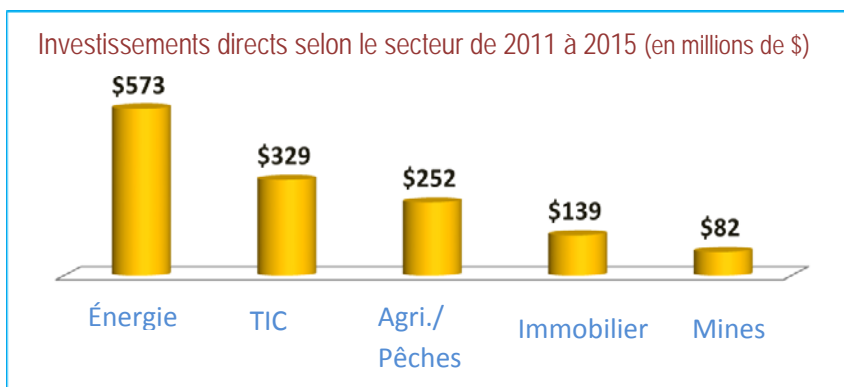
## Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	<b>3</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>6</b>
<b>Objet et portée du rapport</b> .....	<b>6</b>
<b>Méthodologie</b> .....	<b>7</b>
<b>Marchés financiers du Nouveau-Brunswick</b> .....	<b>7</b>
<b>Nouvelles options de financement et mise à jour sur le financement participatif</b> .....	<b>9</b>
<b>Les Néo-Brunswickois qui investissent au Nouveau-Brunswick</b> .....	<b>10</b>
Placements de capital de risque dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.....	12
Placements de capital de risque par secteur d'activité .....	13
Capital de risque selon l'étape de croissance et le secteur d'activité .....	13
Placements de capital de risque selon les provinces.....	15
Placements avec dispense dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.....	16
<b>Subventions dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick</b> .....	<b>26</b>
<b>Financement par emprunt</b> .....	<b>28</b>
<b>Analyse et prochaines étapes</b> .....	<b>30</b>
<b>Annexe A – Liste de définitions</b> .....	<b>32</b>
<b>Annexe B - Tableau de bord des indicateurs des marchés financiers du Nouveau-Brunswick - 2011 à 2015 (en millions de dollars)</b> .....	<b>36</b>
<b>Annexe C - Tableau de bord des indicateurs des marchés financiers du Nouveau-Brunswick - 2015 (en millions de dollars)</b> .....	<b>37</b>
<b>Annexe D - Tableau de bord des indicateurs clés des marchés financiers du Nouveau-Brunswick des cinq dernières années</b> .....	<b>38</b>
<b>Annexe E – Tableaux</b> .....	<b>39</b>
<b>Annexe F – Facilitateurs</b> .....	<b>52</b>
<b>Annexe G – Sources des données</b> .....	<b>54</b>

## Sommaire

La Commission des services financiers et des services aux consommateurs (FCNB) publie le *Rapport de 2016 sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick*. Ce rapport poursuit deux objectifs : présenter le juste portrait de l'activité des marchés financiers au Nouveau-Brunswick et fournir un outil pour analyser les tendances de ces marchés. Nous continuons d'améliorer notre travail en matière de recherche et d'élaboration de rapports en incorporant de nouveaux renseignements pertinents sur l'activité des marchés financiers. Notre objectif est d'offrir aux intervenants une source unique d'informations précises et d'analyse approfondie de ces marchés. Nous produisons des rapports au sujet des marchés financiers du Nouveau-Brunswick depuis plus de cinq ans. Cette année, nous nous sommes penchés en profondeur sur les résultats cumulatifs lorsque nous avons comparé les résultats de la période visée à ceux de l'année précédente. Nous avons aussi porté une attention particulière aux placements directs qui comprennent le placement de capital de risque, le placement sur les marchés dispensés, l'investissement providentiel et les offres des sociétés ouvertes au Nouveau-Brunswick.

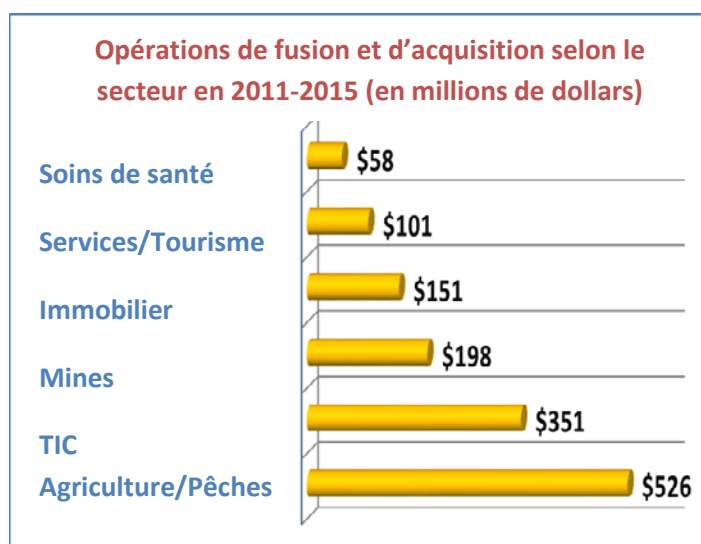
Nous avons inclus les données sur les fonds de plus de 1,46 milliard de dollars amassés par des placements directs reçus par les entreprises néo-brunswickoises entre 2011 et 2015. Les 1,46 milliard de dollars sont constitués des 62,17 millions de dollars de capital de risque, des 251,44 millions de dollars amassés par les entreprises publiques et des 1,15 milliard de dollars de distribution des marchés dispensés.



L'activité globale dans les marchés dispensés pour la période de cinq ans se terminant en 2015 comprend les instruments d'emprunt d'une valeur de 842,20 millions de dollars (69,5 %) et les instruments de capitaux propres d'une valeur de 368,77 millions de dollars (30,5 %). Depuis 2011, les placements que les Néo-Brunswickois ont réalisés dans les marchés dispensés ont atteint 50,44 millions de dollars, soit 4,2 % du total des fonds amassés dans les marchés dispensés du Nouveau-Brunswick. Les investisseurs de l'extérieur de la province ont contribué à hauteur de 95,8 % du capital total et ont privilégié l'achat de titres de créance (71,2 %). Toutefois, nos recherches indiquent que les investisseurs

de la province sont plus intéressés par des instruments de capitaux propres, car 67,9 % de leurs achats dans les marchés dispensés étaient des titres de capitaux propres.

En 2015, les marchés dispensés ont affiché une reprise : 363,92 millions de dollars ont été amassés comparativement à 75,28 millions de dollars en 2014. Les secteurs de l'agriculture et de la pêche ont attiré 68,8 % de la distribution totale des placements avec dispense en 2015.



Au Nouveau-Brunswick, la valeur cumulée des opérations de fusion et d'acquisition pour la période de cinq ans se terminant en 2015 s'élevait également à 1,4 milliard de dollars. Les entreprises néo-brunswickoises ont fait l'acquisition de façon active de sociétés à l'intérieur et à l'extérieur du Nouveau-Brunswick d'une valeur totale de 769,25 millions de dollars, soit 53,98 % de l'ensemble des activités de fusion et d'acquisition de la province.

En 2015, les activités de fusion et d'acquisition ont atteint 125,28 millions de dollars, soit une forte baisse par rapport aux 372,02 millions de dollars enregistrés en 2014. Ce montant était nettement inférieur à la moyenne sur cinq ans de 284,97 millions de dollars.

Le nombre d'opérations de fusion et d'acquisition a également baissé de 47,8 % en 2015. L'opération la plus importante a été réalisée dans le secteur des services et de l'accueil : 74,98 millions de dollars, soit 59,8 % de la valeur totale en 2015. Nos recherches ont révélé que les entreprises néo-brunswickoises n'ont pas été aussi actives que les années précédentes dans l'acquisition d'entreprises issues d'autres provinces, car la valeur de ces opérations a chuté à 7,03 millions de dollars.

Les placements de capital de risque ont constitué une part essentielle des marchés financiers dans la province. En 2015, les entreprises néo-brunswickoises ont attiré au total 11,64 millions de dollars, soit une baisse de 17,3 %, comparativement à 14,08 millions de dollars en 2014. En 2015, les fonds de capital de risque ont été légèrement inférieurs à la moyenne cumulée de cinq ans de 12,43 millions de dollars. Le nombre d'opérations de capital de risque a également chuté de sept opérations. Toutefois, la taille moyenne des opérations a continué d'augmenter. Elle est passée de 0,64 million de dollars en 2014 à 0,78 million de dollars en 2015.

Cette augmentation est attribuable aux quatre entreprises néo-brunswickoises à l'étape de démarrage qui ont réalisé des opérations d'une valeur comprise entre 1 million et 2,50 millions de dollars. Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) a été et continue d'être l'objectif premier des opérations de capital de risque, attirant 88,6 % du total des fonds de capital de risque en 2015. Dans l'ensemble, la majorité des opérations de capital de risque ont été réalisées dans les étapes de démarrage et de croissance du développement commercial. Les placements en capital de risque réalisés à l'étape de croissance ont augmenté de 127,3 % (passant de 0,99 million de dollars en 2014 à 2,25 millions de dollars en 2015), toutefois ce montant demeure inférieur à la moyenne quinquennale de 4,80 millions de dollars.

Les gouvernements fédéral et provincial ont complété les placements en capitaux en accordant des subventions de l'ordre de 833,81 millions de dollars entre 2011 et 2015.

Le gouvernement provincial a également soutenu les initiatives entrepreneuriales au moyen de son Programme de crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises (CIPE). Le programme CIPE a remboursé 36,19 millions de dollars aux investisseurs néo-brunswickois qui ont investi dans la province durant la période de cinq ans se terminant en 2015.

En 2015, le programme CIPE a subi un changement notable. Le crédit d'impôt est passé de 30 % à 50 % du montant investi. Cette hausse a eu un effet immédiat sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick étant donné que le total des fonds mobilisés en 2015 grâce au programme a atteint 32,17 millions de dollars, soit une hausse de 116,9 % comparativement à 2014.

Cette année, les activités des entreprises publiques du Nouveau-Brunswick ont été relativement calmes, les fonds amassés totalisant 19,94 millions de dollars. Tous ces fonds ont été mobilisés au moyen des marchés dispensés.

Le financement par emprunt consenti par les institutions financières du Nouveau-Brunswick reste le pilier essentiel des marchés financiers de la province. En 2015, les prêts octroyés par les caisses populaires et les *credit unions* ont augmenté respectivement de 6,5 % (52,17 millions de dollars) et de 7,3 % (5,83 millions de dollars).

Le produit intérieur brut (PIB) du Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,9 % en 2015 alors qu'il avait reculé de 0,3 % en 2014. En 2015, le Nouveau-Brunswick a enregistré son meilleur taux de croissance depuis 2010; les industries productrices de biens et les industries manufacturières représentaient respectivement 4,6 % et 4,3 % de la croissance totale.

## **Introduction**

En 2005, la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick, aujourd'hui appelée la Commission des services financiers et des services aux consommateurs (FCNB), a lancé son programme Pleines voiles afin de stimuler les marchés financiers dans la province. Le programme vise, entre autres, à informer les participants des marchés financiers et à mobiliser les parties concernées et les experts-conseils, et permet de mener des recherches sur les marchés financiers en place dans la province.

## **Objet et portée du rapport**

La présente étude annuelle vise à fournir une plate-forme de participation et de discussion aux acteurs du domaine relativement à l'expansion des marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Le rapport a pour objet d'analyser les tendances et les sources ainsi que l'importance et la nature de ces différents types de marchés qui permettent aux investisseurs et aux gens d'affaires de réunir des capitaux pour financer leurs activités. Le rapport, qui prend appui sur les recherches décrites dans nos rapports précédents, donne une description détaillée des activités des marchés financiers de la province au cours de la période de cinq ans qui s'est terminée en 2015.

Le rapport se veut également un outil d'aide à la prise de décisions stratégiques pour les acteurs du domaine, en leur fournissant de l'information sur les mécanismes de financement les plus souvent utilisés par les sociétés pour financer leurs activités, les secteurs économiques les plus intéressants au Nouveau-Brunswick, et le niveau de financement offert dans la province. Il leur procure aussi un aperçu de l'état du financement à l'échelle provinciale sur une période donnée.

Le rapport présente une comparaison du niveau de financement observé dans les provinces de taille semblable au Canada. Nous examinons chaque secteur des marchés financiers afin de mettre en évidence les secteurs en croissance et ceux en déclin.

Le présent rapport traitera notamment des marchés suivants :

- Capital de risque
- Fusions et acquisitions
- Marchés dispensés
- Financement par emprunt (portée limitée)
- Financement par subvention (capital supplémentaire)

Dans ce rapport, nous analysons les marchés susmentionnés sous de nombreux angles. Nous présentons aux acteurs des marchés financiers un aperçu concret de la façon dont les entreprises du Nouveau-Brunswick ont recueilli des sommes pour financer leurs activités au fil des ans. Pour répondre aux besoins des différentes personnes concernées, nous avons inclus dans le rapport des montants cumulatifs, des moyennes ainsi que des données comparatives et tendanciennes lorsque nous le jugeons approprié.

Le rapport répond plus particulièrement aux questions suivantes :

- De quelles régions géographiques provient le financement des entreprises du Nouveau-Brunswick?
- Quels sont les types d'organisations qui fournissent du financement?
- Quelles sont les industries qui attirent des investisseurs?
- À quel stade de leur développement ces sociétés reçoivent-elles du financement?
- Existe-t-il une activité de fusion et d'acquisition notable au sein de la province?

Le présent rapport traite également du financement participatif et du nouveau programme des Corporations de développement économique communautaire.

## **Méthodologie**

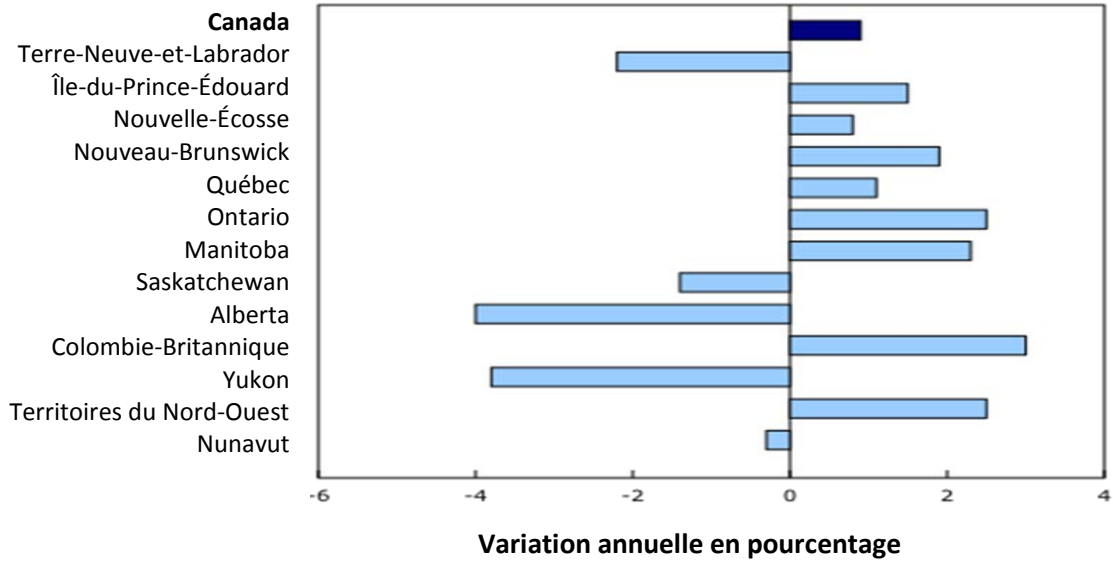
Nos méthodes de recherche ont donné lieu à l'examen de déclarations réglementaires et de documents publiés ainsi qu'à des entrevues avec des parties intéressées, et à l'obtention d'ensembles de données de Thomson Reuters. Consultez l'annexe G pour obtenir une liste complète des sources de données.

## **Marchés financiers du Nouveau-Brunswick**

Le développement des marchés financiers au Nouveau-Brunswick comporte toujours ses défis, car certains obstacles et facteurs externes influent sur ces marchés. À la lumière de l'analyse effectuée au cours des années précédentes, nous avons découvert qu'un de ces obstacles est l'absence d'un catalyseur de croissance économique important. Malgré les difficultés, l'économie du Nouveau-Brunswick a enregistré une croissance positive du PIB de 1,9 % en 2015 (en 2014, le PIB s'est contracté de 0,3 %). Ce changement s'explique par les hausses recensées dans les secteurs suivants : 4,6 % dans les industries productrices de biens, 4,3 % dans les industries manufacturières, 1,0 % dans les services et 2,3 % dans la construction.

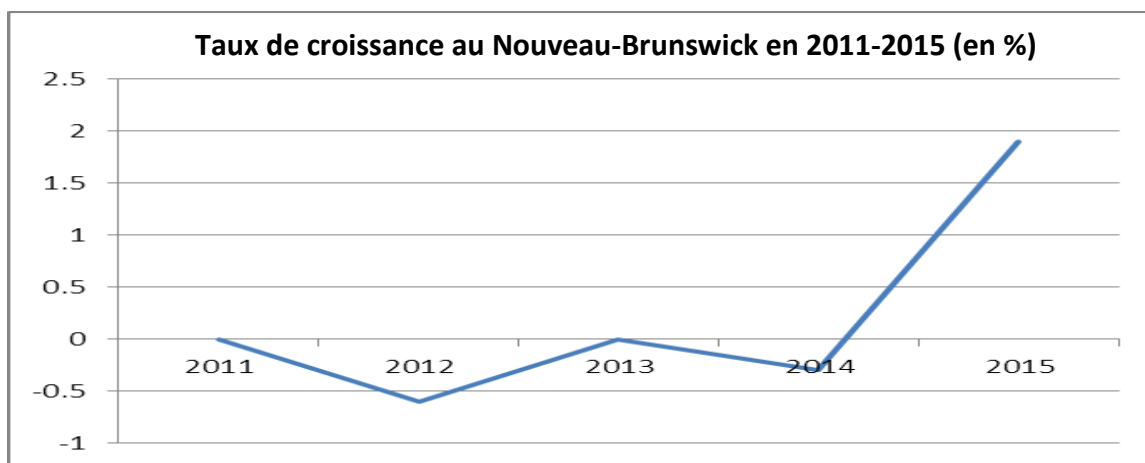
En matière de PIB, le Nouveau-Brunswick se positionne en tête des Provinces atlantiques avec une croissance de 1,9 %. Terre-Neuve-et-Labrador a chuté de 2,2 %. L'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 1,5 %, alors que la Nouvelle-Écosse a enregistré une croissance de 0,8 %.

**Diagramme 1** : Produit intérieur brut réel par province, 2015



Le diagramme 2 montre le produit intérieur brut réel du Nouveau-Brunswick sur cinq années; 2012 est la pire année avec un recul de 0,6 % et 2015 est la meilleure année avec un taux de croissance de 1,9 %.

**Diagramme 2** : Produit intérieur brut réel, de 2011 à 2015

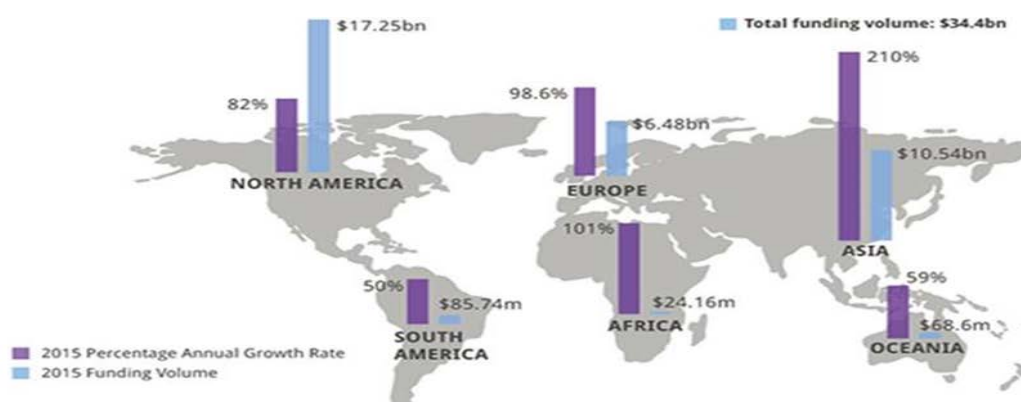




## Nouvelles options de financement et mise à jour sur le financement participatif

**Corporations de développement économique communautaire (CDEC) :** Une CDEC donne l'occasion aux Néo-Brunswickois d'investir leur capital dans leur économie locale. Une CDEC constitue une mise en commun de l'argent récolté par la vente d'actions ou d'autres titres admissibles à des particuliers vivant dans une communauté définie. Les promoteurs et les bailleurs de fonds ont le pouvoir de désigner des agents et des directeurs afin qu'ils contrôlent les activités de la CDEC. Le projet financé par la CDEC doit avoir des objectifs lucratifs afin d'être admissible, et il doit être susceptible de fournir un retour de placement aux investisseurs. Le montant minimal qu'un particulier peut placer est 1 000 \$ et le montant maximal est 250 000 \$. Si l'investisseur est une fiducie ou une entreprise, le montant minimal est fixé à 50 000 \$. Pour les particuliers et les entreprises, il est avantageux d'investir dans leur collectivité, car ils bénéficient d'un crédit d'impôt personnel de 50 % s'ils effectuent des placements admissibles dans une CDEC. Dans les prochaines versions du rapport, nous ferons un suivi des activités des CDEC dans la province.

**Le financement participatif** continue d'évoluer et enregistre une forte croissance dans le monde. Le Nouveau-Brunswick a mis du temps à considérer le financement participatif par actions comme une option viable; aucune entreprise néo-brunswickoise connue n'a utilisé les règles récemment établies relatives au financement participatif par actions pour récolter des fonds pour son compte. Le diagramme suivant extrait du rapport *2015CF The Crowdfunding Industry Report*, publié le 31 mars 2015 par Massolution, montre la croissance annuelle (colonne violette) en % et le volume (colonne bleue) du financement participatif selon les grandes régions du globe en 2015. Ce sont des estimations fondées sur les connaissances actuelles. (À noter que le symbole « bn » signifie « milliard de dollars ».)



Growth by crowdfunding region prediction for 2015 in millions of USD (research based estimate)

## Les Néo-Brunswickois qui investissent au Nouveau-Brunswick

Les Néo-Brunswickois ont toujours soutenu les entreprises locales. Nos données ne rendent pas compte de toutes les activités de la province, mais seulement des activités rapportées par nos diverses sources d'information. Notre étude montre que plus de 43,94 millions de dollars ont été recueillis auprès des investisseurs néo-brunswickois en 2015, en sus des subventions et du financement par emprunt. Les points à retenir sont les suivants :

- Les particuliers ont investi, au total, 32,17 millions de dollars dans les sociétés privées du Nouveau-Brunswick dans le cadre du Programme de crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises (CIPE).
- Les sociétés de capital de risque de la province ont investi 3,09 millions de dollars.
- Les investisseurs providentiels, les particuliers et d'autres entreprises qui investissent dans nos marchés non réglementés ont fourni 8,68 millions de dollars.
- Les facilitateurs ont joué un rôle important sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.

Les facilitateurs, également connus sous le nom de programmes d'accélération pour les entreprises en démarrage, sont souvent des programmes fondés sur des cohortes à durée déterminée. Ils comprennent des activités de mentorat et diverses composantes éducatives dont l'objectif est de renforcer les connaissances et le savoir afin d'aider cette collectivité à réussir. Planet Hatch, un facilitateur basé à Fredericton, se consacre tout particulièrement à aider les entreprises en démarrage à accélérer leur croissance, à pénétrer la communauté des entrepreneurs et à s'y immiscer. Bien que chaque facilitateur ait ses propres objectifs et mandat, les entreprises en démarrage (aussi appelées les cohortes) peuvent généralement recevoir des locaux à bureaux et un mentorat, et bénéficier de l'occasion unique d'apprendre auprès de certains des meilleurs mentors et entrepreneurs du Nouveau-Brunswick. Les facilitateurs du Nouveau-Brunswick comprennent : Planet Hatch, Propel ICT, ConnexionWorks et Venn Garage. Vous trouverez davantage de renseignements à l'annexe F.

# Les Néo-Brunswickois investissent-ils chez-eux ?



## Investissements au N.-B.

**43,94 M\$**

Total du financement par actions  
(au N.-B.)

### Qui investit?

\$

**32,17 M\$**

Investisseurs individuels

**3,09 M\$**

Capital de risque

**8,68 M\$**

Investisseurs providentiels

## Soutien public par le truchement de programmes d'immobilisations



**15,69 M\$**

ont été versés comme crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises (CIPE)



**153**

demandes approuvées de CIPE



**110,14 M\$**

en subventions provinciales

## Investisseurs du N.-B. qui se sont prévalus des marchés dispensés dans les différents secteurs en 2015 (en millions de dollars)



**0,17 \$**  
Agriculture



**1,56 \$**  
Soins de santé



**6,09 \$**  
TIC



**0,27 \$**  
Sciences de la vie



**1,89 \$**  
Immobilier



**0,20 \$**  
Autres

## Placements de capital de risque dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

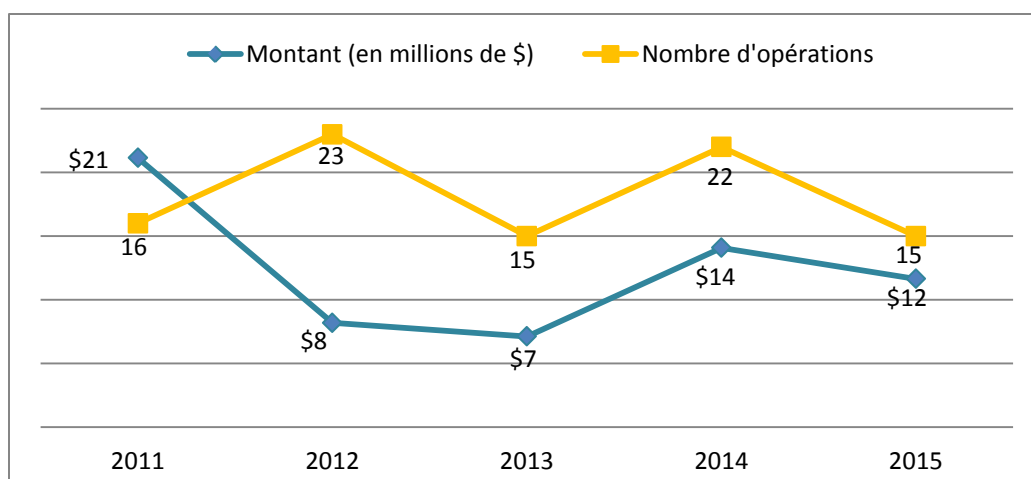
Les placements de capital de risque ont montré des fluctuations constantes dans le nombre d'opérations et les montants investis depuis 2011. Au cours des cinq dernières années, les entreprises néo-brunswickoises ont attiré au total 62,17 millions de dollars en fonds de capital de risque. Le nombre d'opérations de capital de risque a oscillé entre 15 et 23, et le nombre cumulé d'opérations a atteint 91. À l'exception de l'année 2011, la taille moyenne des opérations de capital de risque a augmenté.

Le secteur des TIC a attiré un grand nombre d'opérations et la majeure partie des capitaux de placement. Le secteur des TIC représente 74 % des placements cumulés de capital de risque, à savoir 68 opérations et 46,01 millions de dollars récoltés.

La figure 1.0 montre le nombre et la valeur des opérations de capital de risque au cours des cinq dernières années. Le nombre d'opérations est resté relativement constant; la valeur globale a légèrement chuté après avoir atteint son point culminant en 2011.

En 2015, 15 opérations d'une valeur de 11,64 millions de dollars ont été réalisées, ce qui représente une baisse comparativement à l'année 2014 qui enregistrait 22 opérations d'une valeur de 14,08 millions de dollars. Toutefois, la taille moyenne des opérations continue d'augmenter; elle a atteint 0,78 million de dollars en 2015 alors qu'elle était estimée à 0,64 million en 2014. En réalité, cette augmentation s'explique par le fait que les entreprises du Nouveau-Brunswick ont reçu des fonds de capital de risque plus importants lorsqu'elles étaient à l'étape de démarrage qu'au cours des années précédentes. Cette augmentation est prometteuse de croissance potentielle au sein de la communauté d'entreprises en démarrage au Nouveau-Brunswick.

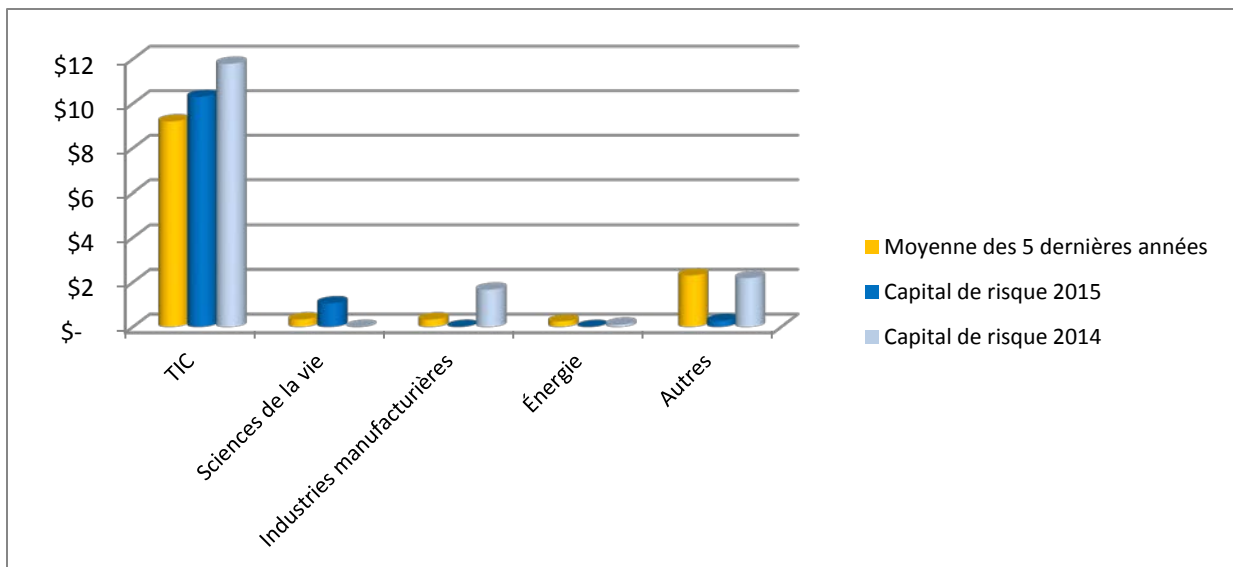
**Figure 1.0 : Montant et nombre de placements de capital de risque**



## Placements de capital de risque par secteur d'activité

À l'heure actuelle, une part importante des placements de capital de risque est engagée dans le secteur des TIC. La figure 1.1 montre qu'en 2015, les capitaux investis dans les entreprises de TIC s'élevaient à 10,31 millions de dollars, soit 88,6 % du total des placements de capital de risque de 11,64 millions de dollars pour l'année. En 2015, les placements dans les entreprises de TIC ont chuté de 12,5 % sous la barre de 2014, mais ont été supérieurs à la moyenne sur cinq ans de 9,20 millions de dollars. En 2015, le secteur des sciences de la vie a totalisé des placements de l'ordre de 1,06 million de dollars. Les autres secteurs ont enregistré un nombre limité de placements depuis 2011.

**Figure 1.1 : Montant des placements de capital de risque par secteur d'activité (en millions de dollars)**



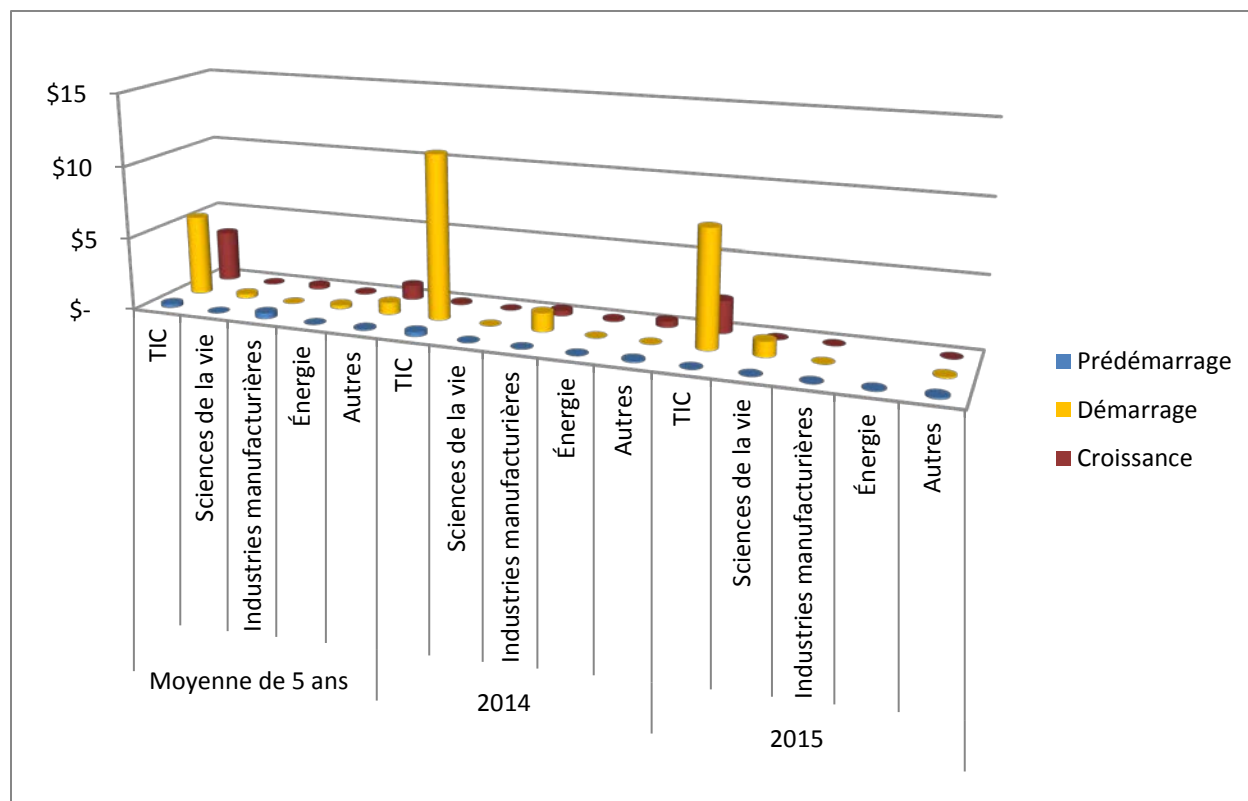
## Capital de risque selon l'étape de croissance et le secteur d'activité

La figure 1.2 montre que sur les 11,64 millions de dollars récoltés en 2015, 9,22 millions de dollars (79,2 %) ont été investis à l'étape du démarrage et 2,25 millions de dollars à l'étape de croissance.

En 2015, les placements en capital de risque de 9,22 millions de dollars à l'étape du démarrage ont chuté par rapport aux 12,69 millions de dollars enregistrés en 2014, mais ont été supérieurs à la moyenne quinquennale de 6,89 millions de dollars. Les placements de capital de risque réalisés à l'étape de croissance ont enregistré une hausse de 127,3 % (passant de 0,99 million de dollars en 2014 à 2,25 millions de dollars en 2015). L'ensemble des placements réalisés à l'étape de croissance concernait

le secteur des TIC et enregistrait une hausse considérable par rapport aux 0,10 million de dollars en 2014, mais se situait en deçà de la moyenne quinquennale de 3,45 millions de dollars dans le secteur des TIC.

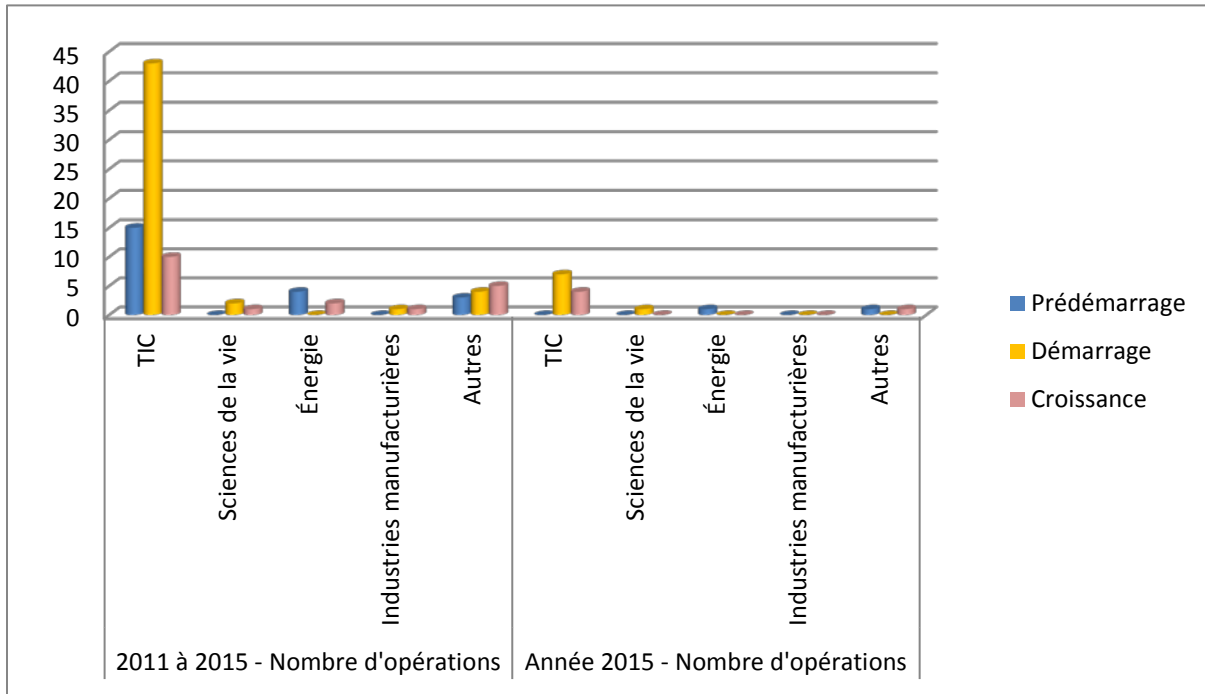
**Figure 1.2 : Montant du capital de risque selon l'étape de croissance et le secteur d'activité (en millions de dollars)**



La figure 1.3 montre le nombre cumulé d'opérations réalisées au cours des cinq dernières années et le nombre d'opérations réalisées en 2015. Dans les étapes de prédémarrage, de démarrage et de croissance, on dénombrait respectivement 22, 50 et 19 opérations. Le secteur des TIC enregistrait le plus grand nombre d'opérations dans les trois étapes, tandis que les autres secteurs affichaient un nombre limité d'opérations. Même si un grand nombre d'opérations ont été réalisées à l'étape de prédémarrage, elles ne représentent que 3,61 millions de dollars ou 5,8 % de la valeur cumulée.

L'année 2015 a enregistré 15 opérations, soit une baisse par rapport à l'année 2014 qui en comptait 22. À l'étape de démarrage, les entreprises ont totalisé un nombre inférieur d'opérations (8) par rapport à celui de 2014 (14). À l'étape de croissance, les années 2015 et 2014 ont chacune enregistré cinq opérations.

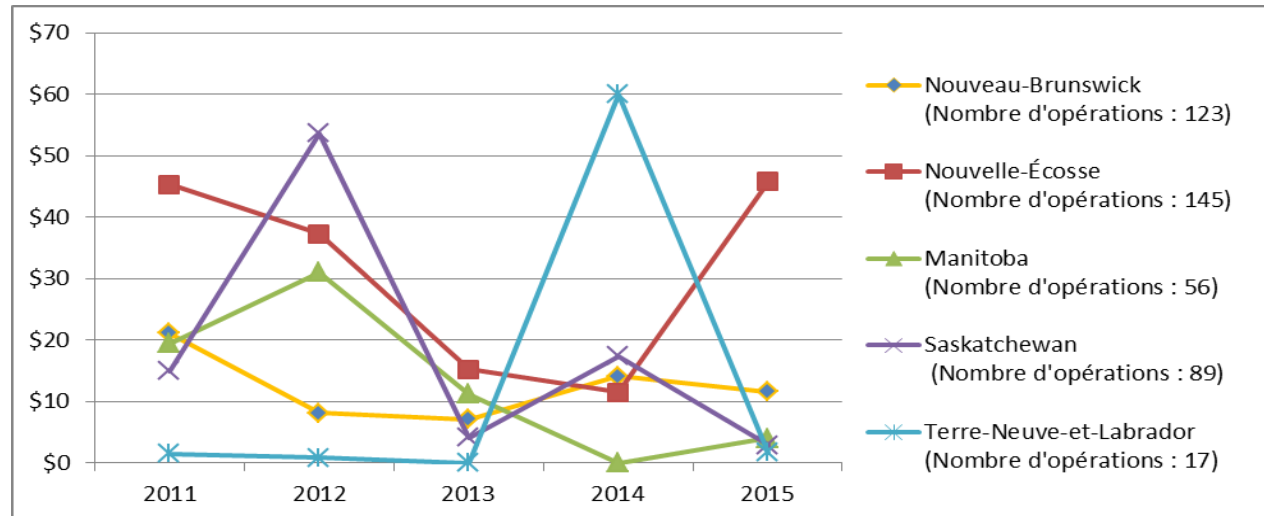
**Figure 1.3 : Nombre de placements de capital de risque selon l'étape de croissance et le secteur d'activité**



### Placements de capital de risque selon les provinces

La figure 1.4 montre les placements de capital de risque réalisés au cours des cinq dernières années pour le Nouveau-Brunswick et pour des provinces de taille semblable. Depuis 2011, le Nouveau-Brunswick montre la plus grande constance et se place au deuxième rang des provinces enregistrant le plus grand nombre d'opérations, derrière la Nouvelle-Écosse. Le montant de 62,17 millions de dollars récoltés au Nouveau-Brunswick en financement total est le plus faible de toutes ces provinces. L'activité totale liée au capital de risque de la province fait clairement état de la compétitivité des entreprises basées au Nouveau-Brunswick. La Nouvelle-Écosse est en tête avec 155,09 millions de dollars récoltés, et Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré le plus important placement de capital de risque unique d'une valeur approximative de 60,00 millions de dollars en 2014.

**Figure 1.4 : Placements de capital de risque par province (en millions de dollars)**



### **Placements avec dispense dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick**

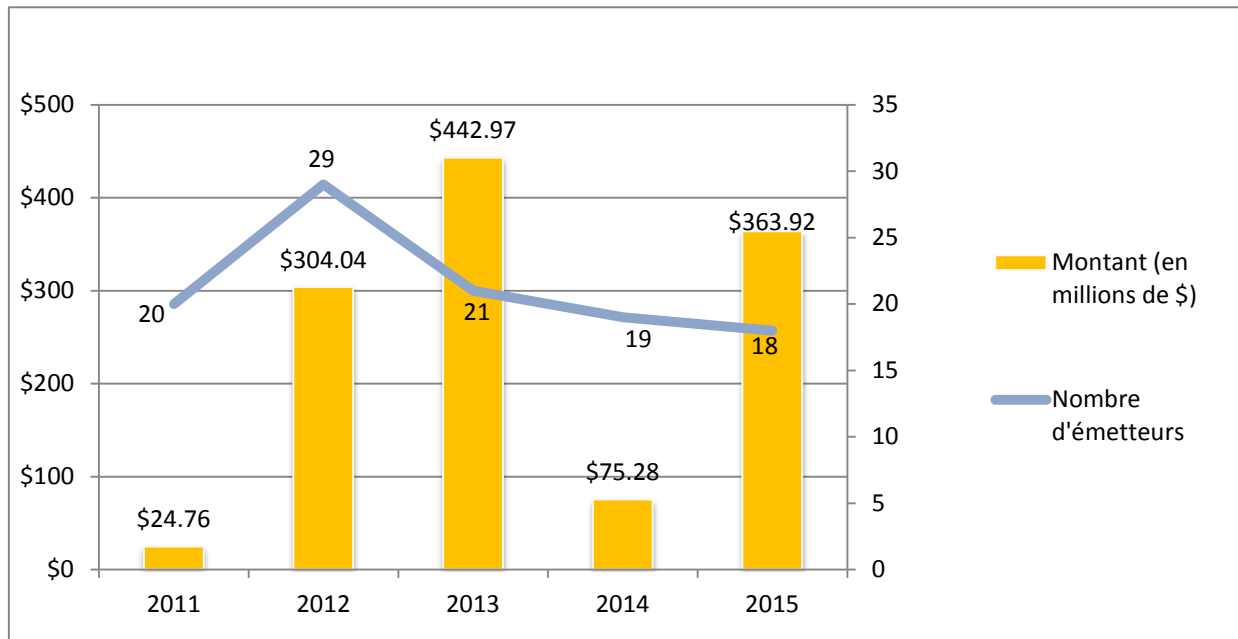
Les marchés dispensés concernent les valeurs mobilières placées sans prospectus. Toute personne qui place de nouvelles valeurs mobilières doit habituellement divulguer sous forme de prospectus certains renseignements aux éventuels investisseurs. Cette exigence vise à faire en sorte que les investisseurs reçoivent des renseignements suffisants pour leur permettre de prendre une décision de placement éclairée. Dans certains cas, l'exigence de prospectus peut être suspendue. Cette exemption s'applique généralement aux titres non liquides, qui ne comptent pas de marchés secondaires établis.

Aux fins de notre analyse des marchés dispensés, nous avons obtenu de l'information à partir de déclarations réglementaires, ainsi que de l'information que des investisseurs nous ont fournie volontairement. De nombreuses sociétés qui recueillent des capitaux dans la province s'appuient sur la notion de dispense relative aux émetteurs fermés. Cette dispense ne comporte pas d'exigence de déclaration à la FCNB.

La figure 2.0 illustre la tendance des marchés dispensés sur une période de cinq ans, à savoir de 2011 à 2015. Les placements dans les marchés dispensés du Nouveau-Brunswick pour cette période ont atteint 1,20 milliard de dollars. L'année 2013 a enregistré la distribution des placements avec dispense la plus élevée (442,97 millions de dollars), tandis que l'année 2012 a été marquée par le nombre d'émetteurs le plus élevé, soit 29 émetteurs. Les montants investis ont considérablement augmenté, passant de 75,28 millions de dollars en 2014 à 363,92 millions de dollars en 2015. Cette hausse s'explique en partie par les placements importants réalisés dans l'industrie de la pêche. Les années 2012 et 2013 ont enregistré des placements considérables dans l'industrie énergétique.



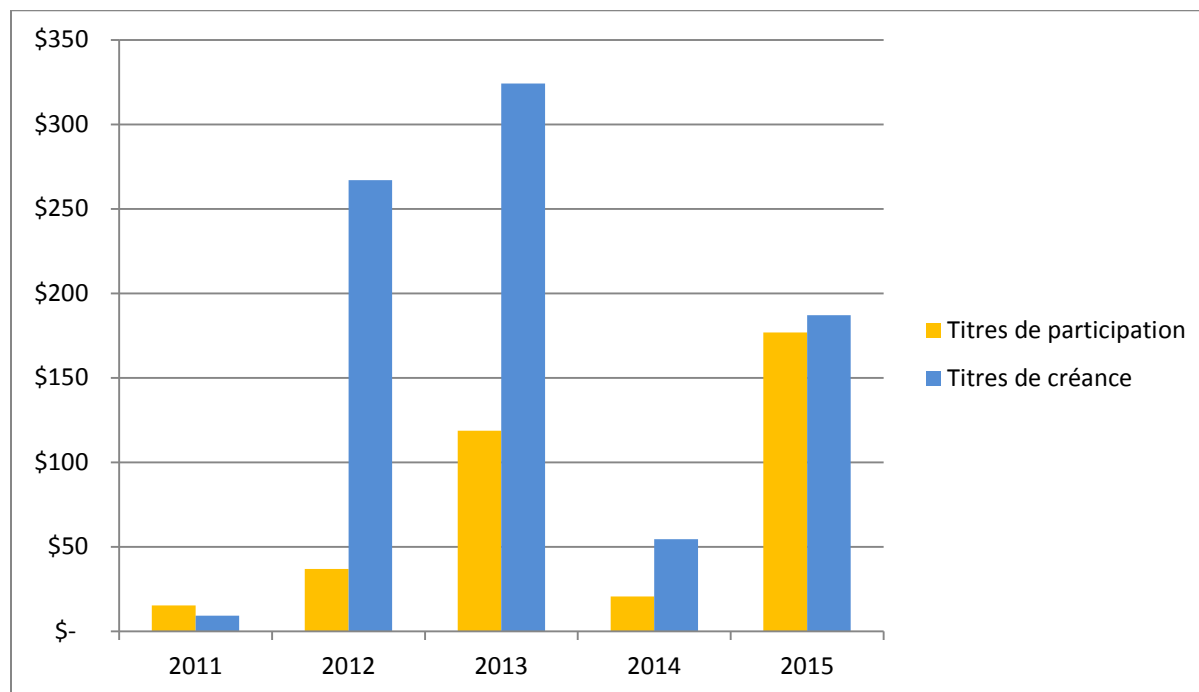
**Figure 2.0 : Distribution totale des placements dans les marchés dispensés (en millions de dollars)**



Cette année, nous avons élargi notre analyse en disséquant les types de placements que les investisseurs réalisent dans les titres de créance et de capitaux propres, comme défini à l'annexe A et illustré à la figure 2.1. Bien que ces deux types de placements soient considérés comme un capital de croissance, ils représentent un type de placement totalement différent. On constate des fluctuations au fil des ans, toutefois les titres de créance sont plus populaires que les titres de capitaux propres, notamment avec les investisseurs de l'extérieur de la province. Les investisseurs néo-brunswickois semblent préférer les placements en actions, car 67,9 % du total de 50,44 millions de dollars de titres achetés étaient des titres de capitaux propres. Pour de plus amples renseignements, consultez la figure 2.3.

En 2013, sur les 442,97 millions de dollars récoltés, 324,24 millions de dollars, soit 73,2 %, étaient des titres de créance. Les années 2012 et 2014 ont affiché des résultats semblables alors que l'année 2015 a enregistré un apport de capitaux propres important, atteignant 176,86 millions de dollars, soit 48,6 % des capitaux recueillis.

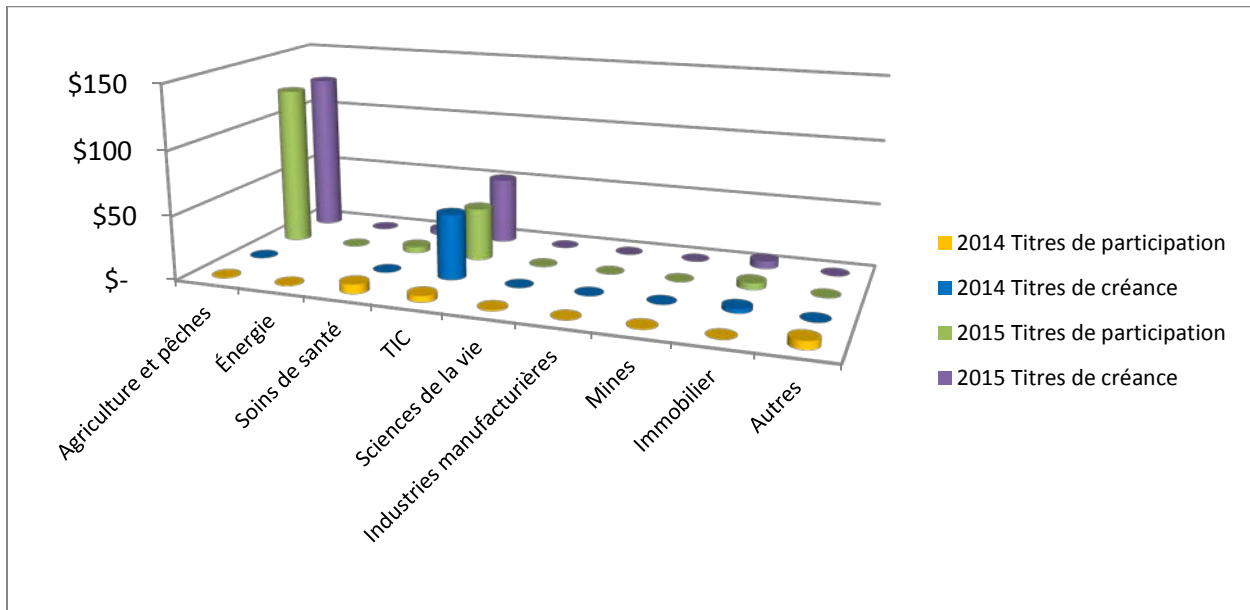
**Figure 2.1 : Distribution des marchés dispensés selon le type de titres de 2011 à 2015 (en millions de dollars)**



La figure 2.2 illustre les types de titres avec dispense que préfèrent les investisseurs dans les diverses industries. Elle ne comprend que les années 2014 et 2015, car ces renseignements n'étaient pas disponibles avant 2014. Les secteurs de l'agriculture et de la pêche ont enregistré la plus forte distribution en 2015 avec 250,17 millions de dollars récoltés, ce qui représente une hausse considérable par rapport à 2014 où seuls 0,66 million de dollars avaient été récoltés. Dans ce secteur, le rapport entre les titres de capitaux propres et les titres de créance était de 1:1.

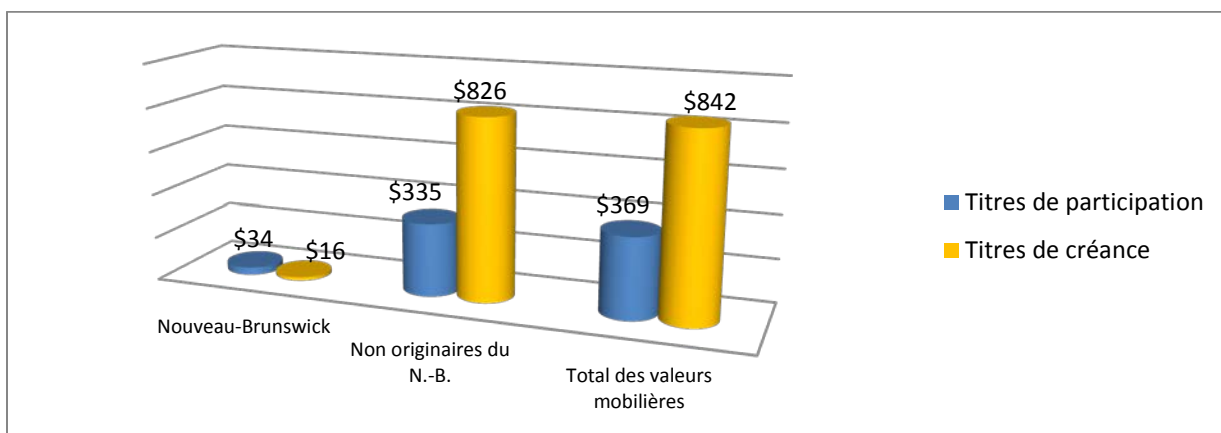
En 2014, le secteur des TIC a attiré au total 55,74 millions de dollars en titres, dont 50,81 millions de dollars (91,2 %) étaient des titres de créance. Toutefois, en 2015, le secteur des TIC a été plus équilibré étant donné que 41,31 millions de dollars en titres de capitaux propres ont été vendus et que 51,99 millions de dollars en titres de créance ont été émis.

**Figure 2.2 : Distribution des marchés dispensés selon le secteur et le type de titres, de 2014 à 2015 (en millions de dollars)**



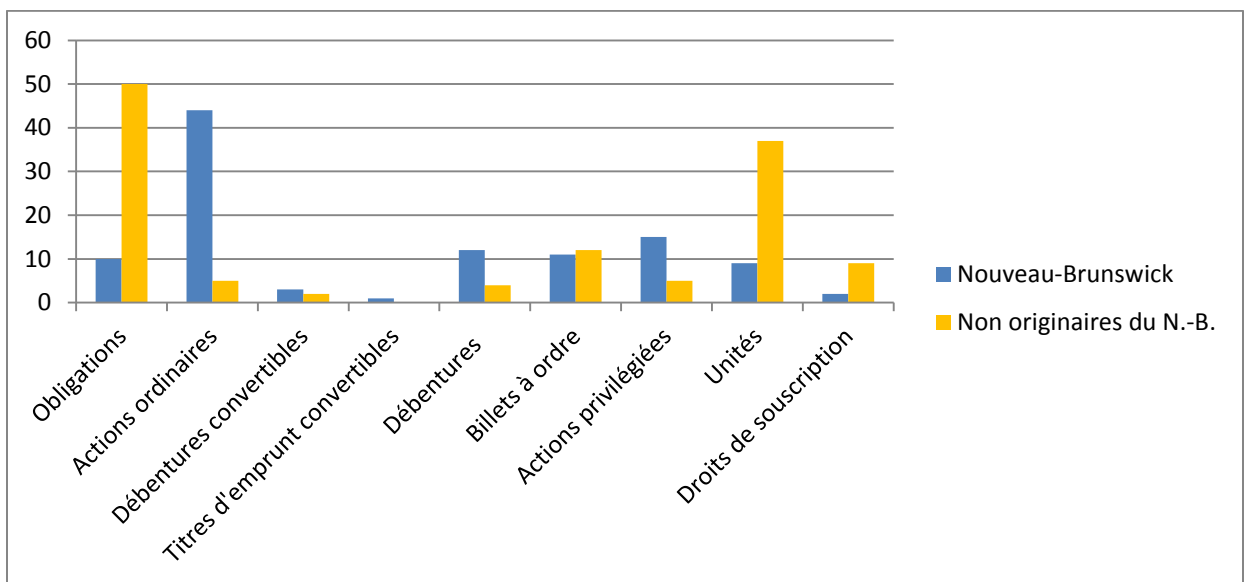
La figure 2.3 montre le montant cumulé de la distribution des placements avec dispense selon le type de titres et l'emplacement géographique des investisseurs. Au cours de la période de cinq ans se terminant en 2015, les investisseurs de l'extérieur du Nouveau-Brunswick ont acheté davantage de titres de créance (826,02 millions de dollars) par rapport à la valeur de leurs acquisitions d'actions (334,53 millions de dollars). À l'inverse, les investisseurs du Nouveau-Brunswick ont acquis un plus grand nombre de titres de capitaux propres (34,25 millions de dollars) que de titres de créance (16,19 millions de dollars). Le total des placements réalisés par des particuliers ou organismes néo-brunswickois s'est élevé à 50,44 millions de dollars, soit 4,2 % des capitaux mobilisés avec dispense.

**Figure 2.3 : Distribution cumulée des placements avec dispense selon le type de titres et l'emplacement géographique des investisseurs, de 2011 à 2015 (en millions de dollars)**

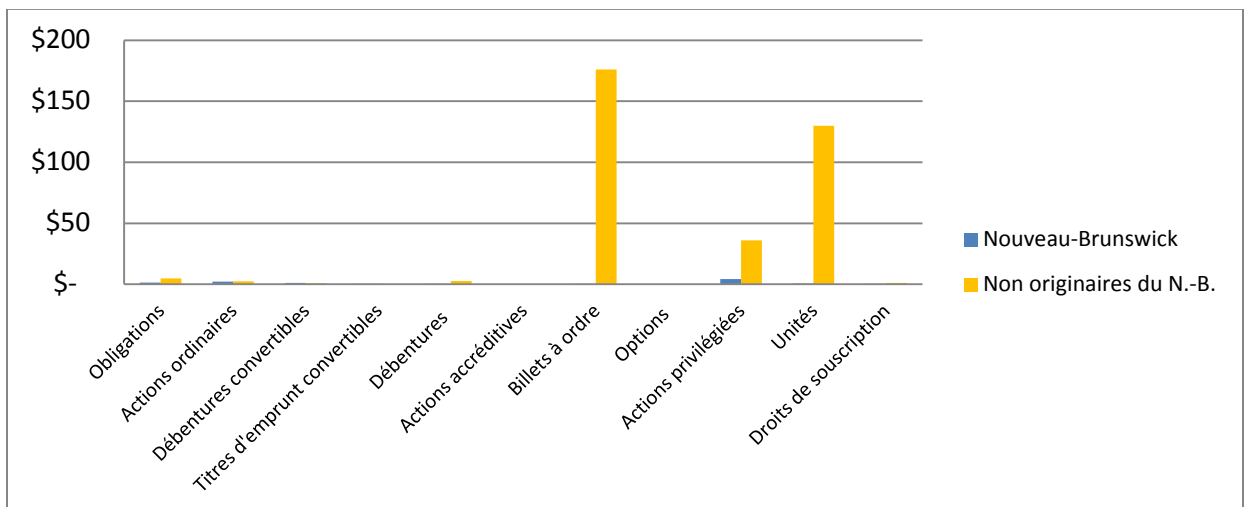


Les figures 2.4 et 2.4a présentent le nombre d'investisseurs et la valeur des placements réalisés par les Néo-Brunswickois et les investisseurs de l'extérieur, selon les instruments de placement, dans les marchés dispensés observés pour l'année 2015. Au total, sur les 231 investisseurs ayant acheté des titres avec dispense au Nouveau-Brunswick, 107 étaient du Nouveau-Brunswick et 124 de l'extérieur de la province. La figure 2.4a montre que la grande majorité des placements était consacrée aux billets et aux unités. La valeur monétaire des placements réalisés par les Néo-Brunswickois était estimée à 10,16 millions de dollars comparativement à 353,78 millions de dollars pour les investisseurs externes, ce qui est illustré à la figure 2.5.

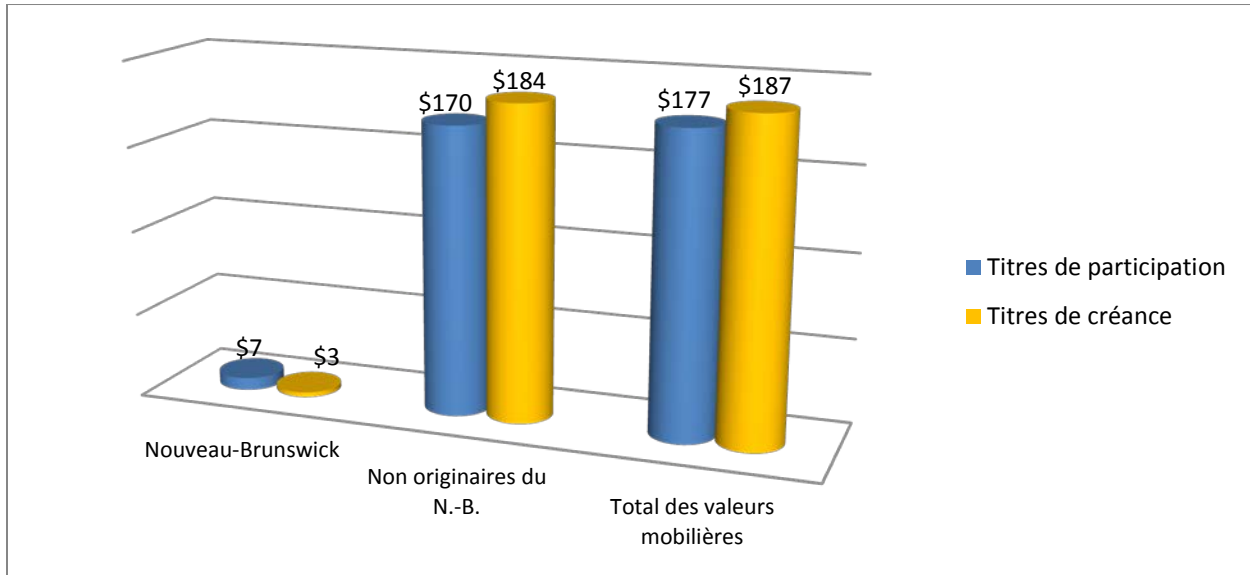
**Figure 2.4 : Nombre d'investisseurs selon le type de titres en 2015**



**Figure 2.4a : Valeur de la distribution des placements avec dispense selon le type de titres en 2015 (en millions de dollars)**

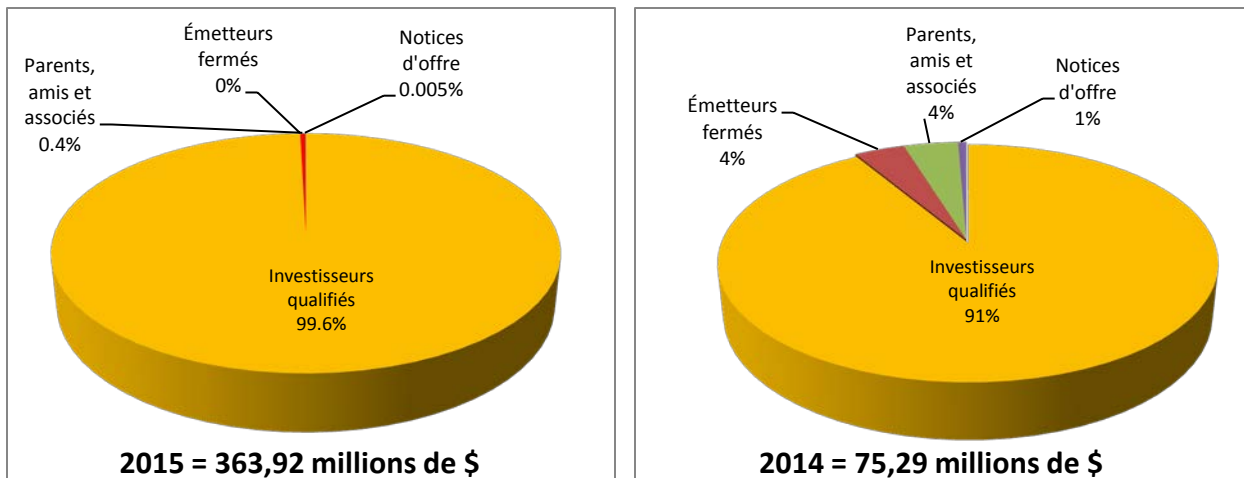


**Figure 2.5 : Distribution des placements avec dispense selon le type de titres et l'emplacement géographique des investisseurs en 2015 (en millions de dollars)**



Divers types de dispenses sont offertes aux entreprises qui souhaitent récolter des fonds, tels que les dispenses pour investisseurs qualifiés, les notices d'offre, les émetteurs privés, les amis de la famille et les associés d'affaires. Consultez le glossaire de l'annexe A pour obtenir des précisions ou la norme nationale (NN) 45-102, que vous trouverez sur le site Web FCNB.ca. La figure 2.6 montre les diverses dispenses et les types d'investisseurs qui acquièrent les titres dans les marchés dispensés au Nouveau-Brunswick. Les investisseurs qualifiés ont acheté la majeure partie des placements avec dispense émis en 2014 (68,78 millions de dollars) et en 2015 (362,46 millions de dollars).

**Figure 2.6 : Distribution des placements dans les marchés dispensés selon le type de dispense en 2015 (en millions de dollars)**

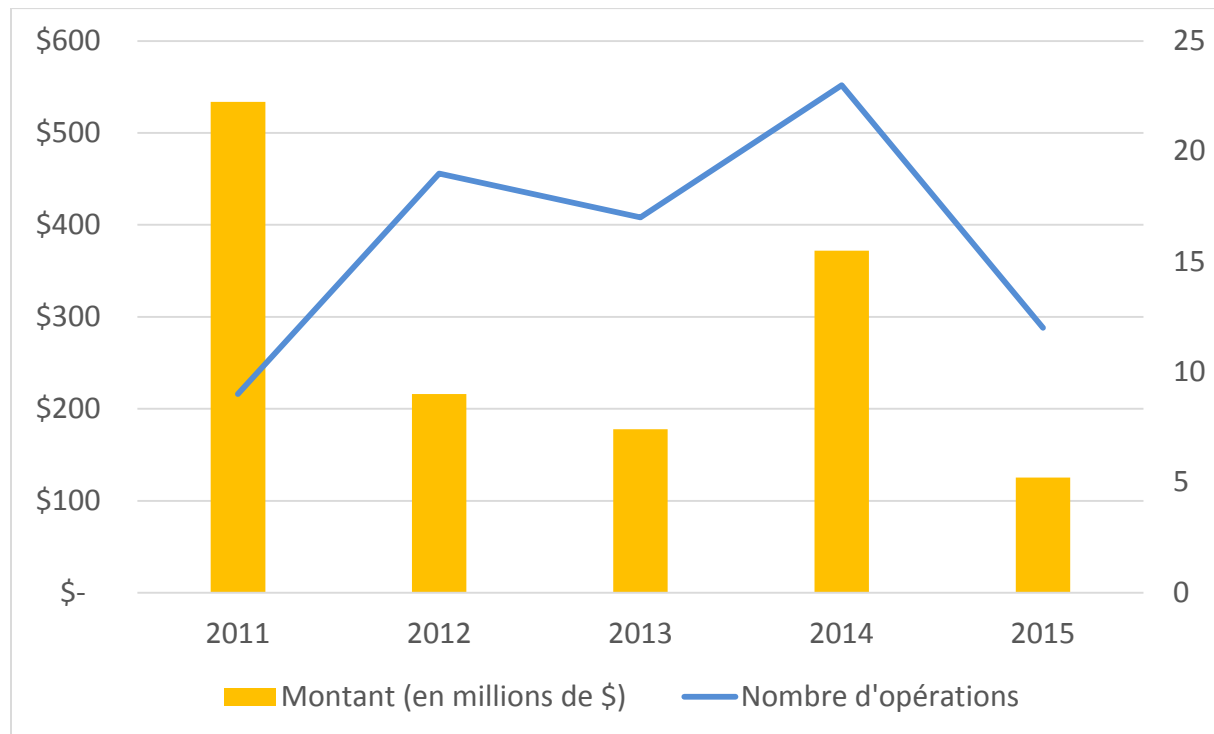


## Fusions et acquisitions dans les marchés financiers au Nouveau-Brunswick

Les fusions et les acquisitions sont importantes pour cerner la situation économique des marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Par l'intermédiaire d'Alacra Inc., Thomson Reuters a fourni les informations dont nous nous sommes servis pour notre analyse et que nous avons complétées avec nos propres données.

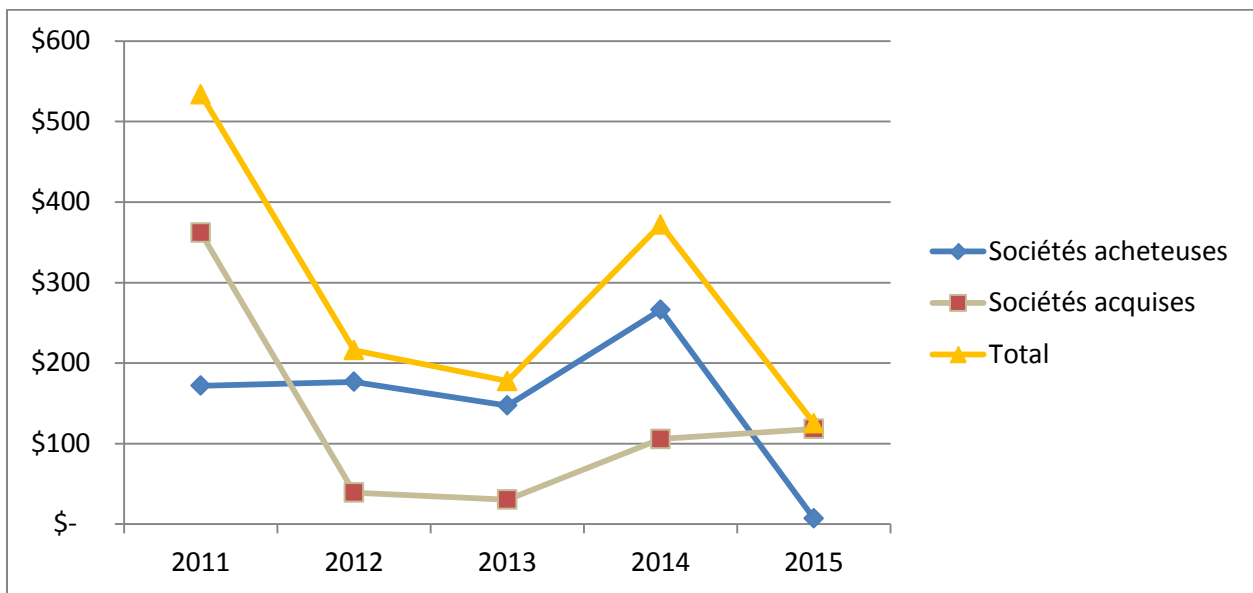
La figure 3.0 montre que la valeur et le nombre d'opérations réalisées dans la province n'ont cessé d'osciller entre 2011 et 2015. Au cours de cette période, les marchés financiers du Nouveau-Brunswick ont enregistré un total de 80 opérations d'une valeur supérieure à 1,42 milliard de dollars. En 2015, 12 opérations d'une valeur de 125,28 millions de dollars ont été réalisées; toutefois, on a observé une baisse de 66,3 % par rapport aux 23 opérations réalisées en 2014 et totalisant 372,02 millions de dollars. Malheureusement, nous ne connaissons pas la valeur de transaction de sept des douze opérations que nous avons analysées dans l'année. Cela a eu un effet direct sur notre capacité d'analyser et de communiquer cette information.

**Figure 3.0 : Fusions et acquisitions de 2011 à 2015**



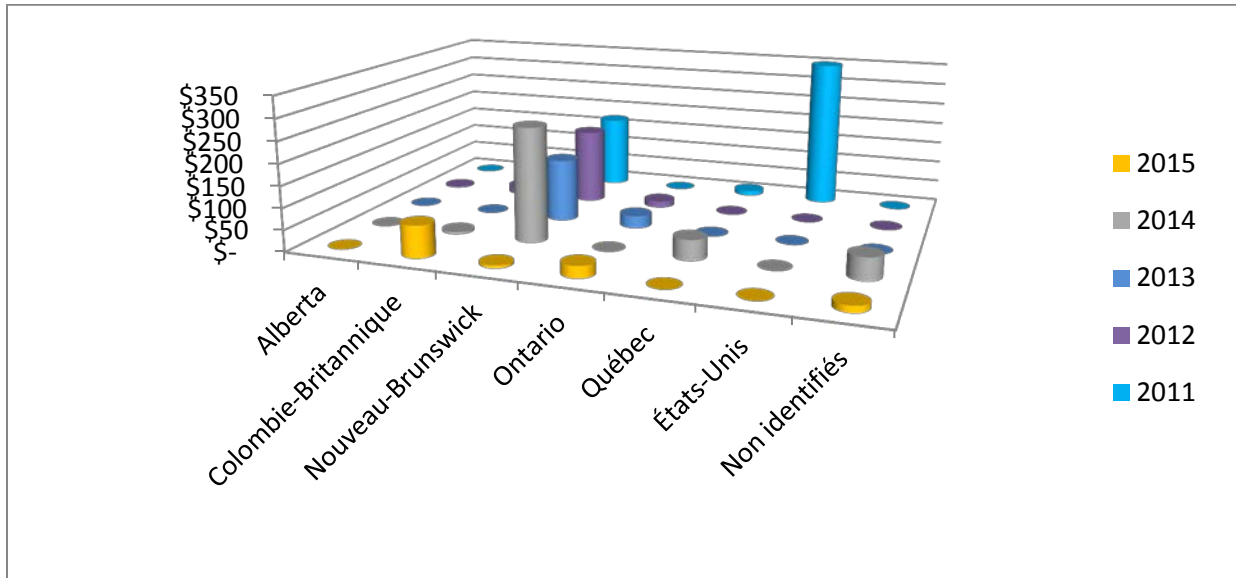
La figure 3.1 montre les opérations de fusion et d'acquisition réalisées par les entreprises néo-brunswickoises (sociétés acheteuses) et les entreprises du Nouveau-Brunswick qui ont été acquises par des entreprises de l'extérieur de la province. De 2011 à 2015, les entreprises du Nouveau-Brunswick ont dépensé 769,27 millions de dollars, soit 54 % du total des opérations de fusion et d'acquisition sur les marchés financier. En comparaison, les entreprises externes ont dépensé 655,58 millions de dollars pour l'acquisition d'entreprises néo-brunswickoises.

**3.1 : Comparaison des opérations de fusion et d'acquisition – Sociétés acheteuses et sociétés acquises (en millions de dollars)**



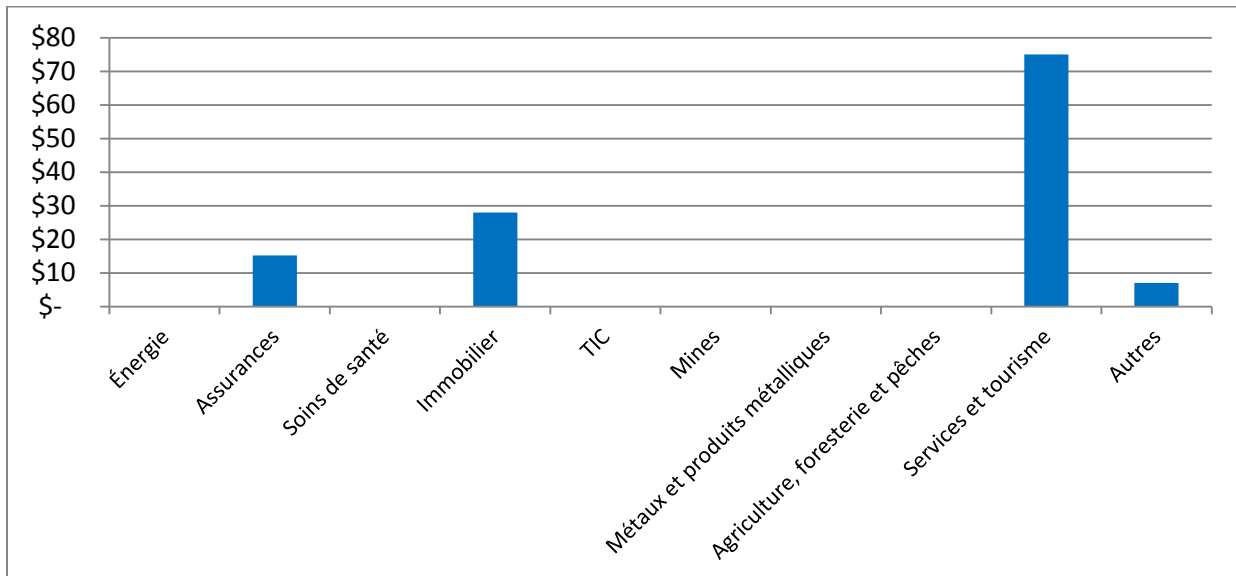
La figure 3.2 montre les régions où les activités de fusion et d'acquisition ont été réalisées. Les données comprennent les entreprises qui ont fait l'acquisition d'entreprises néo-brunswickoises et les opérations d'acquisition par des entreprises néo-brunswickoises au cours des cinq dernières années se terminant en 2015. L'opération la plus importante a été une acquisition d'une valeur de 350 millions de dollars faite aux États-Unis en 2011. À l'exception de l'opération réalisée en 2011, les entreprises du Nouveau-Brunswick étaient les entités acheteuses dans la majorité des acquisitions (53,99 %).

**Figure 3.2 : Opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement géographique de la société acheteuse en 2015 (en millions de dollars)**



La figure 3.3 montre les opérations de fusion et d'acquisition en 2015. Les secteurs ayant enregistré des activités de fusion et d'acquisition étaient les assurances avec 15,24 millions de dollars, l'immobilier avec 28,03 millions de dollars, et les services et le tourisme avec 74,48 millions de dollars.

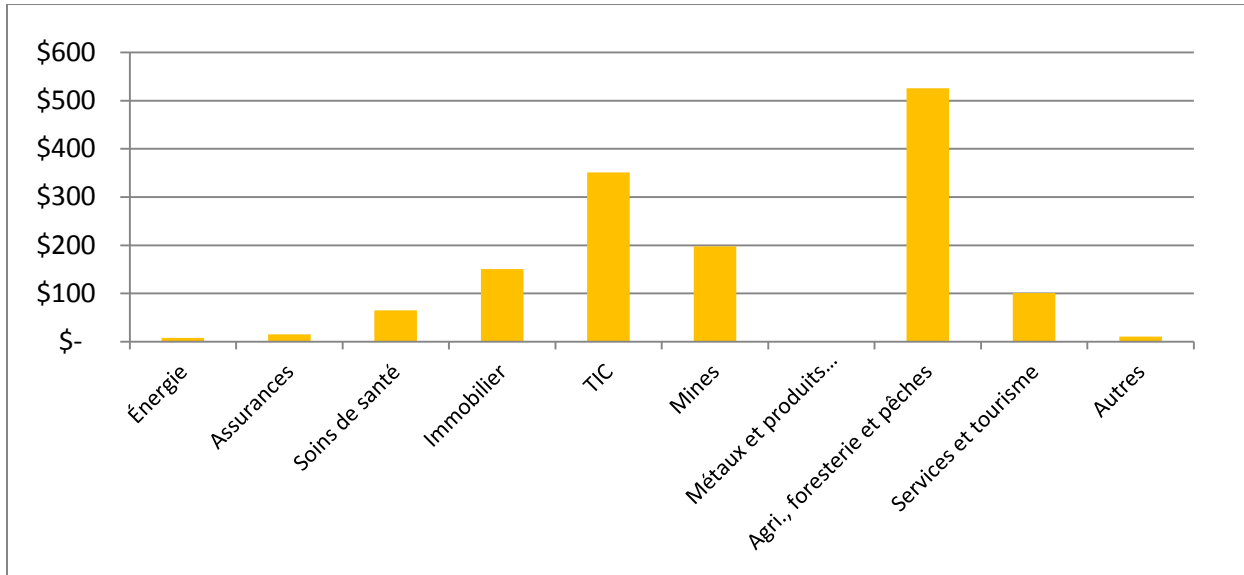
**Figure 3.3 : Opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur pour 2015 (en millions de dollars)**



La figure 3.4 montre les opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur de 2011 à 2015. Les industries dont le volume et la valeur des opérations sont les plus élevés étaient l'agriculture et la pêche (525,67 millions de dollars), les TIC (350,90 millions de dollars), les mines (197,60 millions de dollars), et l'immobilier (150,83 millions de dollars).

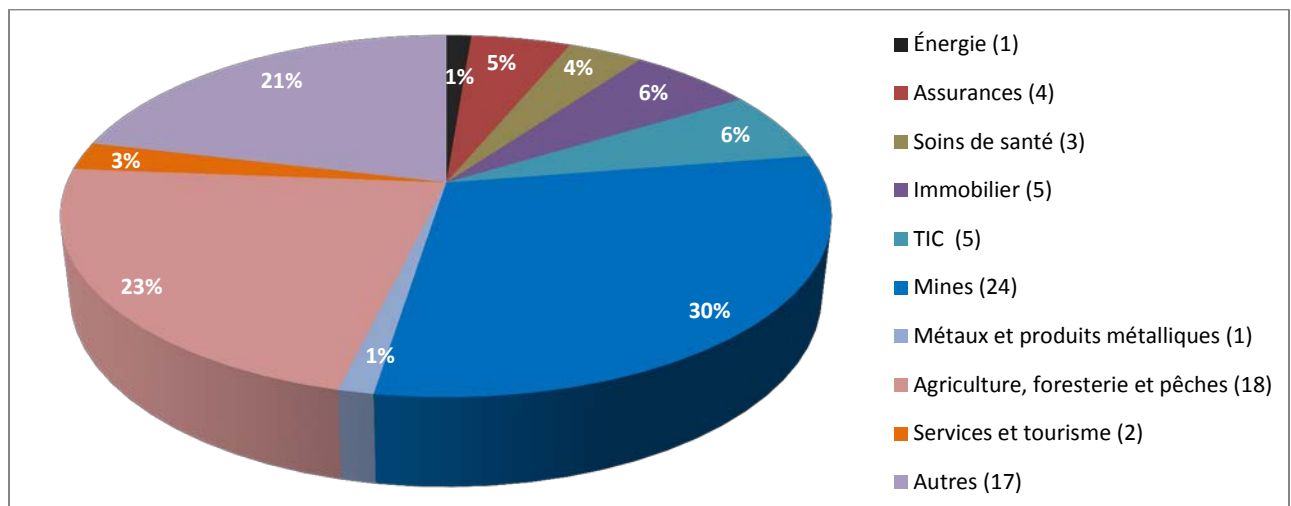


**Figure 3.4 : Opérations cumulées de fusion et d'acquisition selon le secteur de 2011 à 2015 (en millions de dollars)**



La figure 3.5 montre le nombre d'opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur au cours des cinq dernières années. Le secteur des mines est en tête avec 30 %, suivi celui de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche (22,5 %).

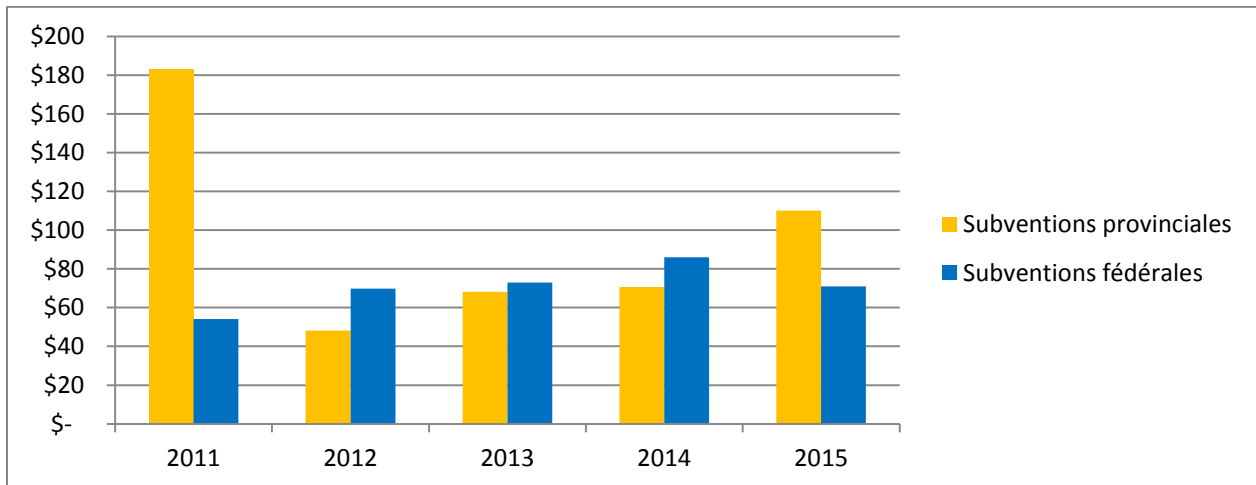
**Figure 3.5 : Nombre d'opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur de 2011 à 2015**



## Subventions dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

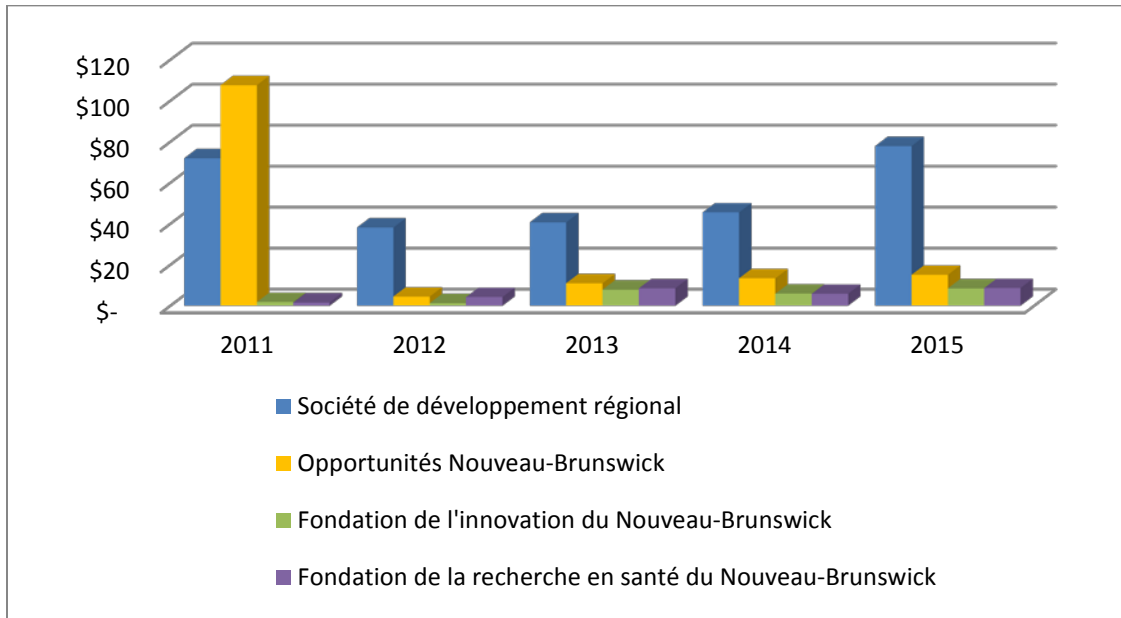
Pour notre analyse, nous avons tenu compte des subventions fédérales et provinciales qui soutiennent la croissance des marchés financiers dans la province. De 2011 à 2015, sur le total fourni de 833,81 millions de dollars, 57,6 % étaient des subventions provinciales tandis que 42,4 % étaient des subventions fédérales. Nous avons observé une hausse constante des subventions fédérales entre 2011 et 2014 et une réduction en 2015. Les subventions provinciales ont montré des fluctuations au fil des ans, car la province a recentré ses efforts à partir de 2012. En 2015, les subventions fédérales et provinciales ont augmenté de 15,6 % par rapport à l'année précédente (passant de 156,63 à 181,05 millions de dollars).

**Figure 4.0 : Subventions provinciales et fédérales (en millions de dollars)**



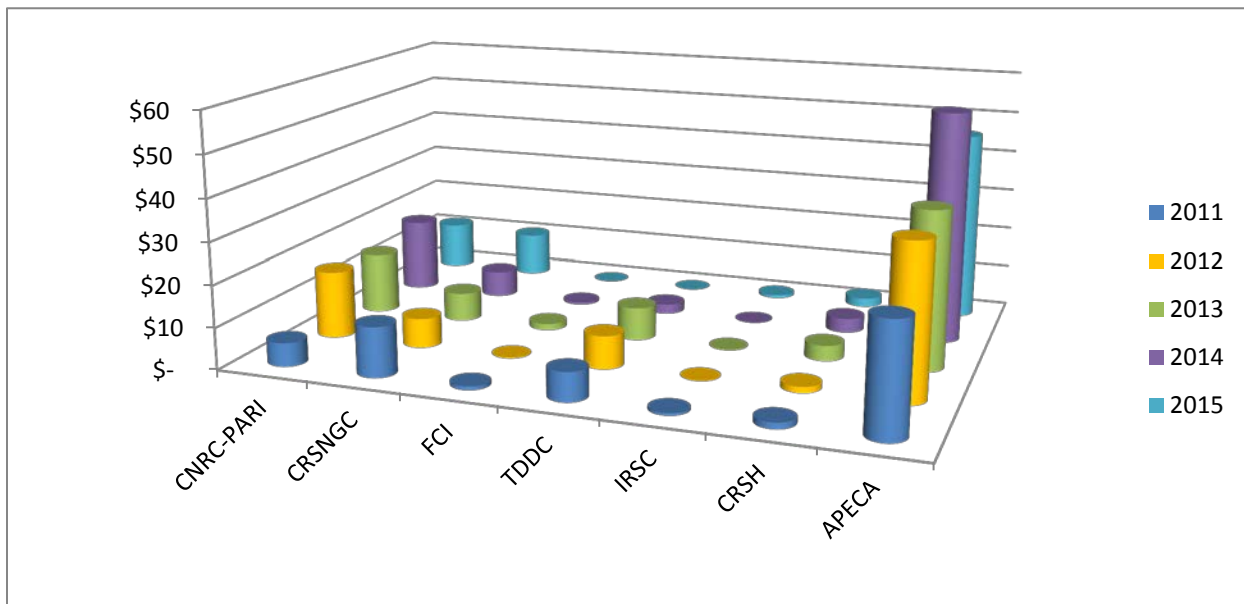
La figure 4.1 montre les subventions provinciales sur cinq ans dont le montant total s'élève à 480,02 millions de dollars. La Société de développement régional a contribué à hauteur de 57,1 % alors que la contribution d'Opportunités Nouveau-Brunswick s'élève à 31,6 %. En 2015, Opportunités Nouveau-Brunswick a versé 12,2 millions de dollars par le truchement de son programme d'aide financière à l'industrie, et le reste (2,9 millions de dollars) par celui du groupe des petites entreprises. La Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick accorde aussi des subventions, mais seulement pour les projets de recherche.

**Figure 4.1 : Subventions provinciales au Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)**



La figure 4.2 illustre les subventions fédérales accordées au Nouveau-Brunswick. L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) continue d'accorder la majorité des subventions offertes dans la province. L'APECA a octroyé des subventions de l'ordre de 55,61 millions de dollars en 2014, mais le niveau de subvention a chuté à 45,84 millions de dollars en 2015.

**Figure 4.2 : Subventions fédérales au Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)**



## Financement par emprunt

L'information accessible sur les options de financement indirect se limite à ces trois institutions :

- Fédération des caisses populaires acadiennes
- Credit Union Atlantic (Nouveau-Brunswick)
- Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

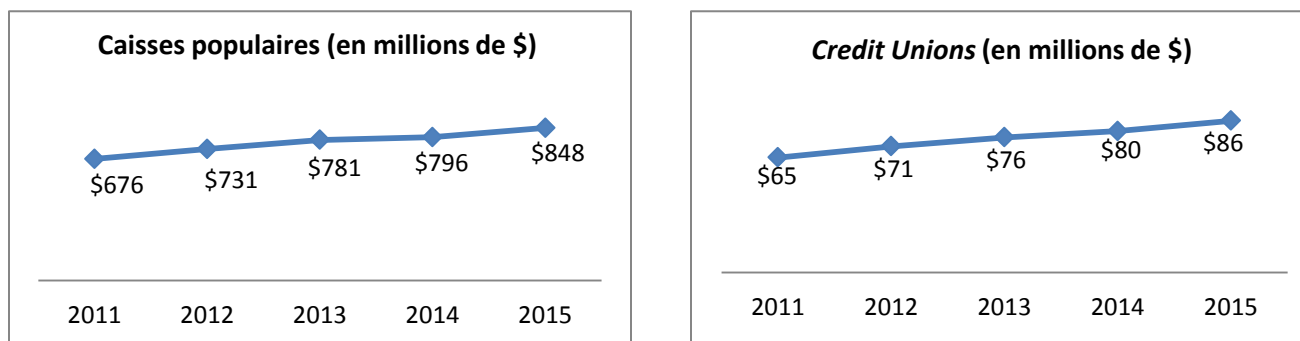
L'information relative aux grandes banques à charte n'est pas accessible à l'échelle provinciale.

La figure 5.0 montre la somme des prêts cours de 2011 à 2015. En 2015, les prêts en cours détenus dans les caisses populaires ont totalisé 848,15 millions de dollars. Les prêts en cours ont augmenté de 6,6 % en 2015, comparativement à la hausse de 1,9 % observée en 2014.

En 2015, les prêts en cours de Credit Union Atlantic se sont établis à 85,87 millions de dollars, alors qu'ils atteignaient 80,04 millions de dollars en 2014, ce qui représente une augmentation de 7,3 %.

Ces deux institutions ont connu une croissance stable dans leurs actifs financiers au cours des cinq dernières années.

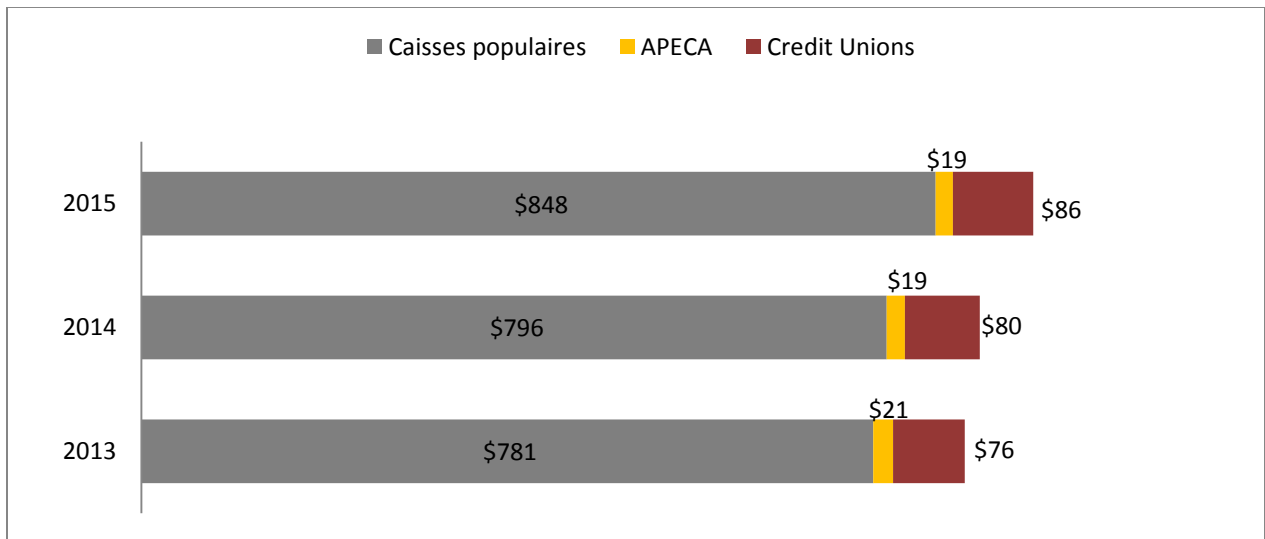
**Figure 5.0 : Caisses populaires et Credit Union Atlantic : Prêts en cours**



La figure 5.1 montre le financement par emprunt dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick, au cours des trois dernières années. Des trois institutions de financement par emprunt au Nouveau-Brunswick, les caisses populaires sont celles qui ont le plus contribué au cours des cinq années.

Au total, 952,60 millions de dollars en prêts ont été mis à disposition par les trois institutions en 2015 comme suit : Caisses populaires à hauteur de 89 %, Credit Union à 9 %, et APECA à 2 %.

**Figure 5.1 : Financement par emprunt dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)**



## **Analyse et prochaines étapes**

La FCNB a entrepris l'étude des marchés financiers au Nouveau-Brunswick en 2009. Les résultats montrent que nos marchés financiers sont fortement influencés par les projets individuels à grande échelle. En 2015, une opération importante a été réalisée dans l'industrie de la pêche. Cette opération a été supérieure à toutes les autres opérations combinées en matière de placement direct. Pour atténuer les conséquences de ces opérations importantes, nous avons analysé les totaux de l'année en cours par rapport aux résultats de la moyenne des cinq dernières années. Nos recherches ont également révélé que les entreprises du Nouveau-Brunswick pouvaient attirer des capitaux à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de la province, et nous avons constaté que la majorité des investisseurs de l'extérieur de la province préféraient les instruments d'emprunts alors que les Néo-Brunswickois privilégiaient les titres de capitaux propres.

Les entreprises privées ainsi que les entreprises cotées en bourse dans le secteur des TIC, de la pêche et de l'énergie ont eu une incidence notable sur nos marchés financiers au fil des ans. Par ailleurs, le changement récent apporté à la politique fiscale concernant le programme de CIPE a également eu une incidence sur nos marchés financiers en produisant un nombre record d'opérations de mobilisation de capitaux de placement par les entreprises néo-brunswickoises admissibles au programme. D'autres évolutions récentes dans les marchés financiers de la province comme le financement participatif par actions et les CDEC offrent aux entreprises des moyens innovants de récolter des fonds dans la province. Nous surveillerons le progrès de cette option et vous en ferons part dans l'édition 2017 de notre rapport.

Nous pensons que les facilitateurs du Nouveau-Brunswick ont offert un encadrement et des activités de développement des compétences à la communauté d'entreprises en démarrage. Bon nombre d'entreprises qui ont suivi le programme de facilitation recueillent maintenant des fonds de façon active. Nous continuerons de faire le suivi des facilitateurs en vue de produire un rapport sur leur incidence dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.

Les prochaines recherches porteront sur l'incidence à plus long terme du volume des opérations de capital de risque sur les entreprises à l'étape de démarrage, notamment au sein du secteur des TIC. En 2015, quatre entreprises à l'étape de démarrage se sont vues octroyer un financement important.

Dans les rapports antérieurs, nous avons formulé l'hypothèse que le soutien constant des entreprises en démarrage pourrait dégager des résultats à long terme. Comme une année ne permet pas d'établir une

tendance, nous continuerons de suivre les données sur le capital de risque afin de déterminer si ce type d'opération est répété et s'il permet de faire croître les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.

La FCNB est ouverte aux éventuels discussions et commentaires concernant le présent rapport. Veuillez communiquer avec notre analyste principal des marchés financiers, Jeff Harriman, à l'adresse suivante : [Jeff.Harriman@FCNB.ca](mailto:Jeff.Harriman@FCNB.ca).

## Annexe A – Liste de définitions

- **Action ordinaire** – Valeur mobilière qui représente la participation au capital-actions d’une société, qui confère des droits de vote et qui donne au porteur le droit à une part des succès de la société sous forme de dividendes ou de plus-value du capital.
- **Actions privilégiées** – Catégorie de droit de propriété dans une société qui a un rang préférentiel sur l’actif et les revenus par rapport aux actions ordinaires. Les actions privilégiées rapportent généralement un dividende qui doit être payé avant les dividendes aux porteurs d’actions ordinaires. Normalement, elles ne sont pas assorties d’un droit de vote.
- **Agriculture, foresterie et services alimentaires** – Secteurs d’activité qui s’occupent des cultures agricoles, de l’élevage d’animaux, de la foresterie et de l’exploitation forestière, de la pêche et d’autres activités connexes.
- **Autres (dans la catégorie Secteurs)** – Secteurs de la construction, du commerce de gros, des transports et de l’entreposage, du tourisme, des services publics, des arts, du divertissement et des loisirs.
- **Autres (dans la catégorie Types de bailleurs de fonds)** – Investisseurs qui s’intéressent à des opérations dans des actions déterminées, mais sans présence permanente sur le marché, comme les investisseurs providentiels et les investisseurs sur le marché des souscriptions publiques.
- **Billet à ordre** – Valeur mobilière qui a généralement une durée plus longue qu’une lettre de change, mais plus courte qu’une obligation.
- **Débeture convertible** – Type de prêt émis par une compagnie qui peut être converti en actions par le porteur et, dans certaines circonstances, par l’émetteur du prêt.
- **Emplacement de l’investisseur** – Lieu géographique de l’investisseur qui réalise un investissement.
- **Emplacement du financement** – Lieu géographique d’où provient le capital de risque investi au Nouveau-Brunswick.
- **Financement participatif** – pratique de financement d’un projet ou d’une entreprise par la mobilisation de petites sommes d’argent provenant d’un grand nombre de personnes, généralement par le truchement d’Internet.
- **Financement participatif par actions** – Nom donné au processus par lequel des gens (les « participants ») investissent dans une société privée (une entreprise non cotée en bourse) en échange d’actions de la société, généralement par le truchement d’Internet.
- **Financement par emprunt** – Prêt obtenu d’une institution comme une banque, une caisse populaire, une coopérative d’épargne et de crédit, un gestionnaire de portefeuille, un fonds financier ou une compagnie d’assurance.



- **Financement privé indépendant** – Fonds qui investit sur le marché des souscriptions privées et qui réunit la totalité ou une partie de ses capitaux auprès d’investisseurs de l’extérieur.
- **Fonds de croissance** – Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans un portefeuille d’entreprises qui ont déjà un produit ou un service établi qui rapporte des revenus, mais qui ne dégage peut-être pas encore de bénéfices. Ces sociétés peuvent avoir besoin de capitaux pour assurer leur croissance ou prendre de l’expansion. Les investissements servent à intensifier les activités de mise en marché, de production, de mise au point de produits, etc.
- **Fonds de démarrage** – Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans des sociétés qui ont déjà des activités de mise au point de produit, de mise en marché initiale, de fabrication et de vente à l’étape des essais ou de la production. Les investissements sont utilisés par la société pour lancer la production et les ventes. Dans certains cas, le produit commence à être offert dans le commerce et la société ne réalise pas encore de bénéfices. La société peut être en train de s’organiser ou être en activité depuis au plus trois ans. Habituellement, ces entreprises ont réalisé des études de marché, ont recruté leurs principaux dirigeants, ont dressé un plan d’affaires et sont prêtes à entrer en activité ou sont déjà en activité.
- **Fonds fiscalisé** – Fonds établi à l’aide d’un crédit d’impôt aux particuliers offert par le gouvernement, comme les sociétés de capital de risque des travailleurs.
- **Fonds polyvalent** – Fonds intéressé à investir du capital de risque à plusieurs étapes du cycle de vie d’une entreprise. Ce type de fonds a des activités d’investissement aux étapes du prédémarrage, du démarrage et de la croissance, sans se limiter à une étape en particulier.
- **Fusions et acquisitions** – Aspect d’une stratégie d’entreprise, du financement et de la gestion des sociétés touchant l’achat, la vente, la division et la combinaison de différentes sociétés et entités similaires qui peuvent aider une entreprise à avoir une croissance rapide dans son secteur ou son emplacement d’origine, ou dans un nouveau secteur ou un nouvel emplacement, sans créer de filiale, ou d’autre entité secondaire, et sans avoir recours à la constitution d’une coentreprise.
- **Gouvernements (fonds gouvernemental)** – Fonds de capital-investissement établi par un organisme gouvernemental qui réunit des capitaux d’investisseurs de l’extérieur.
- **Industries manufacturières** – Fabrication, transformation ou préparation de produits du secteur des matières premières.
- **Institutions (fonds institutionnel)** – Fonds géré à l’intérieur de certaines grandes organisations comme les fonds de dotation, les fondations ou les fonds de pension, les banques d’investissement et les autres institutions bancaires ou financières.
- **Investissement de capital de risque** – Forme spéciale d’investissement en actions dans des sociétés fermées qui se distingue par des placements dans des entreprises nouvelles qui ont un fort potentiel de croissance.
- **Investissement providentiel** – Investissement en argent ou en mentorat d’un particulier dans une petite entreprise ou une entreprise en démarrage.

- **Investisseur qualifié** – Personne ou organisation, généralement bien nantie et chevronnée, qui satisfait aux critères établis. Les critères en question se trouvent dans la [Norme canadienne 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription](#).
- **Marchés financiers** – Marchés qui réunissent les fournisseurs et les utilisateurs de capitaux et de produits financiers comme les actions (financement par actions) et les obligations (financement par emprunts) et qui rendent possible le transfert de capitaux; personnes et organismes qui soutiennent ce processus.
- **Notice d'offre** – Document juridique qui énonce les objectifs, les risques et les conditions d'investissement dans un placement privé. Comprend des éléments comme les états financiers, les notes biographiques des dirigeants, une description détaillée de l'entreprise, etc.
- **Obligation** – Une obligation est un titre de créance. L'investisseur prête de l'argent à un emprunteur (comme une société par actions ou un gouvernement) pendant une certaine période. En contrepartie, l'emprunteur s'engage à payer à l'investisseur de l'intérêt à taux fixe à certaines dates et de rembourser la valeur de l'argent emprunté (la valeur nominale) à l'échéance.
- **Placement avec dispense** – Fait, pour un émetteur, de vendre des valeurs mobilières en se servant de l'une des dispenses de prospectus prévues par le droit des valeurs mobilières.
- **Placement en actions** – Source de financement qui fonctionne par l'acquisition d'une prise de participation dans une société fermée (non inscrite à la cote d'une bourse) ou l'achat et la détention d'actions sur un marché boursier par des particuliers ou des sociétés.
- **Prêt actif** – Capital emprunté, mais non encore remboursé.
- **Sciences de la vie** – Secteur de la biotechnologie, de la médecine et des soins de santé.
- **Services** – Secteur d'activité qui regroupe les services suivants :
  - services professionnels;
  - services scientifiques et techniques;
  - services administratifs et de soutien;
  - gestion des déchets et restauration;
  - autres services, à l'exception des services d'éducation et d'administration publique.
- **Stade du prédémarrage** – Fonds qui réalise la majorité de ses placements dans des entreprises récemment établies afin d'aider le fondateur à faire de la recherche en vue de mettre au point et de concevoir un produit ou un service. Ce stade nécessite relativement peu de capitaux et précède normalement les activités de commercialisation.
- **Subvention** – Type d'aide financière généralement accordée par un organisme fédéral ou un organisme provincial pour un objet déterminé.
  - Subventions fédérales
    - CNRC-PARI – subventions versées par le Conseil national de recherches Canada
    - CRSNGC – subventions versées par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

- FCI – subventions versées par la Fondation canadienne pour l’innovation
- TDDC – subventions versées par la fondation des Technologies du développement durable du Canada
- IRSC – subventions versées par les Instituts de recherche en santé du Canada
- CRSH – subventions versées par le Conseil de recherches en sciences humaines
- APECA – subventions versées par l’Agence de promotion économique du Canada atlantique
- Subventions provinciales
  - SDR – subventions versées par la Société de développement régional
  - ONB – subventions versées par Opportunités Nouveau-Brunswick. Le Programme d’aide financière à l’industrie d’ONB offre, entre autres, un remboursement des frais de personnel, des prêts à remboursement conditionnel, une aide financière non remboursable pour les dépenses d’immobilisation. L’aide financière fournie par le groupe des petites entreprises comprend un apport financier non remboursable pour les dépenses d’immobilisation et les frais de développement des affaires, et un programme de subvention salariale.
  - FINB – subventions versées par la Fondation de l’innovation du Nouveau-Brunswick
  - FRSNB – subventions versées par la Fondation de la recherche en santé du Nouveau-Brunswick
- **TIC** – Secteur des technologies de l’information et des communications.
- **Type de bailleur de fonds** – Structure du fonds.
- **Type de fonds de capital de risque** – Domaine dans lequel le fonds paraît ou déclare investir.
- **Unités** – Combinaison de valeurs mobilières ou de types de valeurs mobilières achetées ou vendues en bloc.

Annexe B - Tableau de bord des indicateurs des marchés financiers du Nouveau-Brunswick - 2011 à 2015  
(en millions de dollars)

Source de financement	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Agriculture/Pêches	Mines	Soins de santé	Immobilier	Assurances	Services/Tourisme	Autres	2011 à 2015
<b>PLACEMENTS DIRECTS DE CAPITAL</b>												
Capital de risque	46,01	1,68	1,67	3,12	-	-	-	-	-	-	9,69	62,17
Placements avec dispense	282,98	4,41	2,50	569,90	251,84	1,23	-	12,18	-	10,12	13,22	1 148,38
* Marché public	-	-	-	0,18	-	80,50	16,14	126,40	-	-	28,22	251,44
<b>Total – placements directs</b>	<b>328,99</b>	<b>6,09</b>	<b>4,17</b>	<b>573,20</b>	<b>251,84</b>	<b>81,73</b>	<b>16,14</b>	<b>138,58</b>	<b>-</b>	<b>10,12</b>	<b>51,13</b>	<b>1 461,99</b>
<b>FUSIONS ET ACQUISITIONS</b>												
Sociétés acheteuses	-	-	0,30	-	475,05	161,62	-	122,80	-	-	9,51	769,28
Sociétés acquises	350,90	7,64	-	7,82	50,62	36,00	57,52	28,03	15,24	100,68	1,12	655,57
<b>Total fusions et acquisitions</b>	<b>350,90</b>	<b>7,64</b>	<b>0,30</b>	<b>7,82</b>	<b>525,67</b>	<b>197,62</b>	<b>57,52</b>	<b>150,83</b>	<b>15,24</b>	<b>100,68</b>	<b>10,63</b>	<b>1 424,85</b>
<b>CAPITAL COMPLÉMENTAIRE</b>												
<b>** Subventions:</b>												
Organismes provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	480,02
Organismes fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	353,79
<b>Total des subventions</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>833,81</b>
<b>Total global pour 2011-2015</b>	<b>679,89</b>	<b>13,73</b>	<b>4,47</b>	<b>581,02</b>	<b>777,51</b>	<b>279,35</b>	<b>73,66</b>	<b>289,41</b>	<b>15,24</b>	<b>110,80</b>	<b>61,76</b>	<b>3 720,64</b>
Financement par emprunt***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	952,60

\* Les marchés publics comprennent la somme de 62.59 M\$ provenant des marchés dispensés, le reste ayant été amassé dans les marchés publics.

\*\* Aux fins de notre analyse, nous avons utilisé les montants globaux, car une ventilation des subventions par secteur n'était pas disponible.

\*\*\*Le financement par emprunt comprend les prêts en cours accordés aux entreprises du Nouveau-Brunswick par les Caisses populaires, l'APECA et les *Credit Unions*.

Annexe C - Tableau de bord des indicateurs des marchés financiers du Nouveau-Brunswick - 2015 (en millions de dollars)

Source de financement	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Agriculture/Pêches	Mines	Soins de santé	Immobilier	Assurances	Services / Tourisme	Autres	2015
<b>PLACEMENTS DIRECTS DE CAPITAL :</b>												
Capital de risque	10,31	1,06	-	-	-	-	-	-	-	-	0,27	11,64
Placements avec dispense	93,30	0,31	-	-	250,17	-	-	-	-	-	0,20	343,98
* Marché public	-	-	-	-	-	-	8,74	11,20	-	-	-	19,94
<b>Total - placements directs</b>	<b>103,61</b>	<b>1,37</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>250,17</b>	<b>-</b>	<b>8,74</b>	<b>11,20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,47</b>	<b>375,56</b>
<b>FUSIONS ET ACQUISITIONS</b>												
Sociétés acheteuses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,03	7,03
Sociétés acquises	-	-	-	-	-	-	-	28,03	15,24	74,98	-	118,25
<b>Total fusions et acquisitions</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28,03</b>	<b>15,24</b>	<b>74,98</b>	<b>7,03</b>	<b>125,28</b>
<b>CAPITAL COMPLÉMENTAIRE :</b>												
<b>** Subventions :</b>												
Organismes provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	110,14
Organismes fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70,91
<b>Total des subventions</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>181,05</b>
<b>Total global 2015</b>	<b>103,61</b>	<b>1,37</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>250,17</b>	<b>-</b>	<b>8,74</b>	<b>39,23</b>	<b>15,24</b>	<b>74,98</b>	<b>7,50</b>	<b>681,89</b>
Financement par emprunt ***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	952,60

\* Par marché public on entend les capitaux mobilisés par le truchement des marchés dispensés et des marchés publics.

\*\* Aux fins de notre analyse, nous avons utilisé les montants globaux, car une ventilation des subventions par secteur n'était pas disponible.

\*\*\* Le financement par emprunt comprend les prêts en cours accordés aux entreprises du Nouveau-Brunswick par les Caisses populaires, l'APECA et les *Credit Unions*.

Annexe D - Tableau de bord des indicateurs clés des marchés financiers du Nouveau-Brunswick des cinq dernières années

Tableau de bord	Année (en millions de \$)				
	2011	2012	2013	2014	2015
Placements de capital de risque	21,15	8,18	7,12	14,08	11,64
Nombre d'opérations de capital de risque	16	23	15	22	15
Taille moyenne des opérations	1,32	0,36	0,47	0,64	0,78
Placements avec dispense (incluant le secteur de l'énergie)	24,75	304,04	434,89	75,28	343,96
Placements avec dispense (excluant le secteur de l'énergie)	24,75	23,20	122,47	74,99	343,96
Nombre de placements avec dispense par émetteur	20	29	21	19	18
Marchés boursiers*	116,90	23,20	80,08	11,30	19,96
Fusions et acquisitions	533,87	215,98	177,70	372,02	125,28
Subventions provinciales	182,91	48,20	68,14	70,63	110,14
Subventions fédérales	54,14	69,85	72,89	86,00	70,91
Financement par emprunt	761,93	820,02	879,28	895,47	952,60
CIPE investissements reçus	16,60	17,60	19,30	14,83	32,17
CIPE crédits d'impôt accordés	4,98	5,28	5,79	4,45	15,69

\* Les marchés boursiers comprennent les fonds mobilisés par des entreprises néo-brunswickoises cotées en bourse par le truchement des marchés boursiers et des marchés dispensés.

## Annexe E – Tableaux

Tableau 1.0 : Montant et nombre de placements de capital de risque (en millions de dollars)

Investissements de capital de risque	2011	2012	2013	2014	2015
Montant (en millions de \$)	21,15	8,18	7,12	14,08	11,64
Nombre d'opérations	16	23	15	22	15
Taille moyenne annuelle des opérations (en millions de \$)	1,32	0,36	0,47	0,64	0,78

Tableau 1.1 : Montant des placements de capital de risque par secteur d'activité et types de bailleurs de fonds (en millions de dollars)

Type de bailleur de fonds	2015 (en millions de \$)					
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	Total
Gouvernement	1,31	-	-	-	0,17	1,48
Privé	3,60	-	-	-	-	3,60
Fonds fiscalisé	-	-	-	-	-	-
Autres	5,40	1,06	-	-	0,10	6,56
Institution	-	-	-	-	-	-
Capital-investissement d'entreprise et capital de risque	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-
<b>Total capital de risque - 2015</b>	<b>10,31</b>	<b>1,06</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,27</b>	<b>11,64</b>
Total capital de risque - 2014	11,79	-	-	0,10	2,19	14,08
Moyenne de cinq ans capital de risque	9,20	0,34	0,33	0,62	1,94	12,43

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

**Tableau 1.2 : Cumul des investissements de capital de risque selon le secteur d'activité et le type de bailleurs de fonds entre 2011 et 2015 (en millions de \$)**

Type de bailleur de fonds	Capital de risque cumulatif - 2011 à 2015 (en millions de \$)					
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	Total
Gouvernement	4,16	-	-	0,10	2,04	6,30
Privé	14,46	-	-	-	0,50	14,96
Fonds fiscalisé	1,74	0,25	-	1,10	-	3,09
Institutions	1,74	-	-	1,92	2,43	6,09
Capital-investissement d'entreprise et capital de risque	4,15	-	-	-	2,00	6,15
Particuliers	0,79	-	-	-	-	0,79
Autres	18,97	1,43	1,67	-	2,72	24,79
<b>Total</b>	<b>46,01</b>	<b>1,68</b>	<b>1,67</b>	<b>3,12</b>	<b>9,69</b>	<b>62,17</b>
Pourcentage cumulatif par secteur d'activité	74,0%	2,7%	2,7%	5,0%	15,6%	100,0%



## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

Tableau 1.3 : Valeur des investissements de capital de risque selon le stade de croissance et le secteur d'activité (en millions de \$)

Stade	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Industries manufacturières	Autres	Total
<b>Montant cumulatif de 2011 à 2015 (en millions de \$)</b>						
Prédémarrage	1,24	-	1,95	-	0,42	3,61
Démarrage	27,48	1,46	-	1,30	4,21	34,45
Croissance	17,29	0,22	1,17	0,37	5,06	24,11
<b>Total cumulatif</b>	<b>46,01</b>	<b>1,68</b>	<b>3,12</b>	<b>1,67</b>	<b>9,69</b>	<b>62,17</b>
<b>Moyenne de cinq ans (en millions de \$)</b>						
Prédémarrage	0,25	-	0,39	-	0,09	0,73
Démarrage	5,50	0,29	-	0,26	0,84	6,89
Croissance	3,45	0,04	0,24	0,07	1,00	4,80
<b>Moyenne totale</b>	<b>9,20</b>	<b>0,33</b>	<b>0,63</b>	<b>0,33</b>	<b>1,93</b>	<b>12,42</b>
<b>Capital de risque 2015 selon le stade de croissance et le secteur d'activité (en millions de \$)</b>						
Prédémarrage	-	-	-	-	0,14	0,17
Démarrage	8,05	1,06	-	-	0,13	9,22
Croissance	2,26	-	-	-	-	2,25
<b>Total 2015</b>	<b>10,31</b>	<b>1,06</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,27</b>	<b>11,64</b>
<b>Capital de risque 2014 selon le stade de croissance et le secteur d'activité (en millions de \$)</b>						
Prédémarrage	0,30	-	-	-	0,10	0,40
Démarrage	11,39	-	-	1,30	-	12,69
Croissance	0,10	-	0,10	0,37	0,42	0,99
<b>Total 2014</b>	<b>11,79</b>	<b>-</b>	<b>0,10</b>	<b>1,67</b>	<b>0,52</b>	<b>14,08</b>

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

Tableau 1.4 : Nombre d'investissements de capital de risque selon le stade de croissance et le secteur d'activité au N.-B.

Stade	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Industries manufacturières	Autres	Total
<b>Montant cumulatif de 2011 à 2015 (en millions de \$)</b>						
Prédémarrage	15	-	4	-	3	22
Démarrage	43	2	-	1	4	50
Croissance	10	1	2	1	5	19
<b>Total cumulatif</b>	<b>68</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>91</b>
<b>Moyenne de cinq ans (en millions de \$)</b>						
Prédémarrage	3	-	1	-	1	5
Démarrage	9	1	-	-	1	11
Croissance	2	-	-	-	1	3
<b>Moyenne totale</b>	<b>14</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>19</b>
<b>Capital de risque 2015 selon le stade de croissance et le secteur d'activité (en millions de \$)</b>						
Prédémarrage	-	-	1	-	1	2
Démarrage	7	1	-	-	-	8
Croissance	4	-	-	-	1	5
<b>Total 2015</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>15</b>
<b>Capital de risque 2014 selon le stade de croissance et le secteur d'activité (en millions de \$)</b>						
Prédémarrage	2	-	-	-	1	3
Démarrage	13	-	-	1	-	14
Croissance	2	-	1	1	1	5
<b>Total 2014</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>22</b>

Tableau 1.5 : Valeur des investissements de capital de risque selon la province (en millions de \$)

Province	2011	2012	2013	2014	2015	Total	%
Nouveau-Brunswick	21,15	8,18	7,12	14,08	11,64	62,17	14,2%
Nouvelle-Écosse	45,32	37,28	15,26	11,49	45,74	155,09	35,3%
Manitoba	19,45	31,00	11,18	-	4,00	65,63	14,9%
Saskatchewan	15,00	53,60	4,13	17,34	2,95	93,02	21,1%
Terre-Neuve-et-Labrador	1,49	0,85	-	60,00	1,65	63,99	14,5%
<b>Total</b>	<b>102,41</b>	<b>130,91</b>	<b>37,69</b>	<b>102,91</b>	<b>65,98</b>	<b>439,90</b>	<b>100%</b>
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>20,48</b>	<b>26,18</b>	<b>7,54</b>	<b>20,58</b>	<b>13,20</b>	<b>87,98</b>	

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

Tableau 1.6 : Comparaison du nombre placements de capital de risque selon la province

Province	2011	2012	2013	2014	2015	Total	%
Nouveau-Brunswick	16	23	15	22	15	91	34,0%
Nouvelle-Écosse	9	39	13	10	17	88	32,8%
Manitoba	4	12	2	1	3	22	8,2%
Saskatchewan	7	33	5	6	4	55	20,5%
Terre-Neuve-et-Labrador	3	3	1	2	3	12	4,5%
<b>Total des placements de capital de risque</b>	<b>39</b>	<b>110</b>	<b>36</b>	<b>41</b>	<b>42</b>	<b>268</b>	<b>100%</b>
Moyenne annuelle	8	22	7	8	8	53	-

Tableau 2.0 : Placements avec dispense de 2011 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Montant (en millions de \$)	24,76	304,04	442,97	75,28	363,92	<b>1 210,97</b>
Nombre d'émetteurs	20	29	21	19	18	<b>107</b>

Tableau 2.1 : Placements avec dispense selon le type de titres de 2011 à 2015 (en millions de dollars)

Type de valeurs mobilières	2011	2012	2013	2014	2015	Total cumulatif
<b>Titres de participation</b>						
Actions ordinaires	13,50	23,18	4,13	10,25	4,58	55,64
Options	-	-	-	-	-	-
Actions privilégiées	0,19	1,57	12,01	10,22	40,38	64,37
Unités	1,67	12,29	102,59	0,18	130,50	247,23
Actions accréditives	-	-	-	0,12	-	0,12
Droits de souscription	-	-	-	-	1,40	1,41
<b>Total</b>	<b>15,36</b>	<b>37,04</b>	<b>118,73</b>	<b>20,77</b>	<b>176,86</b>	<b>368,77</b>
<b>Titres de créance</b>						
Obligations	6,00	2,50	4,14	3,40	6,00	22,04
Débetures convertibles	1,35	5,50	0,75	0,65	1,87	10,12
Titres d'emprunt convertibles	-	-	-	0,11	0,12	0,22
Billets à ordre	2,05	257,90	312,61	50,35	2,91	625,81
Débetures	-	1,10	6,74	-	176,16	184,01
<b>Total</b>	<b>9,40</b>	<b>267,00</b>	<b>324,24</b>	<b>54,51</b>	<b>187,06</b>	<b>842,20</b>
<b>Total global</b>	<b>24,76</b>	<b>304,04</b>	<b>442,97</b>	<b>75,28</b>	<b>363,92</b>	<b>1 210,97</b>

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

Tableau 2.2 : Placements avec dispense selon le type de titres et le secteur d'activité en 2015 (en millions de dollars)

Type de valeurs mobilières	Agriculture et pêches	Énergie	Soins de santé	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturière	Mines	Immobilier	Autres	Total global
<b>Titres de participation 2015</b>										
Actions ordinaires	-	-	3,13	1,13	0,31	-	-	-	-	4,57
Actions privilégiées	-	-	-	40,18	-	-	-	-	0,18	40,36
Unités	125,00	-	0,30	-	-	-	-	5,20	-	130,50
Droits de souscription	-	-	1,43	-	-	-	-	-	-	1,43
<b>Total</b>	<b>125,00</b>	<b>-</b>	<b>4,86</b>	<b>41,31</b>	<b>0,31</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5,20</b>	<b>0,18</b>	<b>176,86</b>
<b>Titres de créance 2015</b>										
Obligations	-	-	-	-	-	-	-	6,00	-	6,00
Débetures convertibles	-	-	1,00	0,88	-	-	-	-	-	1,88
Titres d'emprunt convertibles	-	-	-	0,11	-	-	-	-	-	0,11
Débetures	-	-	2,90	-	-	-	-	-	-	2,90
Billets à ordre	125,17	-	-	51,00	-	-	-	-	-	176,17
<b>Total</b>	<b>125,17</b>	<b>-</b>	<b>3,90</b>	<b>51,99</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6,00</b>	<b>-</b>	<b>187,06</b>
<b>Total global 2015</b>	<b>250,17</b>	<b>-</b>	<b>8,76</b>	<b>93,30</b>	<b>0,31</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11,20</b>	<b>0,18</b>	<b>363,92</b>
<b>Marchés avec dispense 2014</b>										
Titres de participation	0,41	0,29	7,40	4,93	0,78	0,18	0,50	-	6,33	20,82
Titres de créance	0,25	-	-	50,81	-	-	-	3,40	-	54,46
<b>Total global 2014</b>	<b>0,66</b>	<b>0,29</b>	<b>7,40</b>	<b>55,74</b>	<b>0,78</b>	<b>0,18</b>	<b>0,50</b>	<b>3,40</b>	<b>6,33</b>	<b>75,28</b>

Tableau 2.3 : Placements avec dispense cumulatifs selon le type de titres et l'emplacement géographique de l'investisseur de 2011 à 2015

Type de valeurs mobilières	Montant cumulatif 2011-2015 (en millions de \$)			Montant 2015 (en millions de \$)		
	Nouveau-Brunswick	Non originaire du Nouveau-Brunswick	Total 2011-2015	Nouveau-Brunswick	Non originaire du Nouveau-Brunswick	Total 2015
<b>Capital propre :</b>						
Actions ordinaires	18,46	37,19	55,65	2,04	2,55	4,59
Actions accréditatives	0,13	-	0,13	-	-	-
Options	-	-	-	-	-	-
Actions privilégiées	13,34	51,02	64,36	4,38	36,00	40,38
Unités	2,05	245,18	247,23	0,62	129,88	130,50
Droits de souscription	0,27	1,14	1,41	0,27	1,12	1,39
<b>Total capital propre</b>	<b>34,25</b>	<b>334,53</b>	<b>368,78</b>	<b>7,31</b>	<b>169,56</b>	<b>176,86</b>
<b>Dette :</b>						
Obligations	7,85	14,18	22,03	1,28	4,72	6,00
Débetures convertibles	1,98	8,15	10,13	1,13	0,74	1,87
Titres d'emprunt convertibles	0,22	-	0,22	0,11	-	0,11
Débetures	3,27	7,47	10,74	0,16	2,74	2,90
Billets à ordre	2,87	796,20	799,07	0,17	176,01	176,18
<b>Total de la dette</b>	<b>16,19</b>	<b>826,00</b>	<b>842,19</b>	<b>2,85</b>	<b>184,22</b>	<b>187,06</b>
<b>Total global</b>	<b>50,44</b>	<b>1 160,53</b>	<b>1 210,97</b>	<b>10,16</b>	<b>353,78</b>	<b>363,92</b>

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

Tableau 2.4 : Nombre de marchés avec dispense selon l'emplacement géographique en 2015

Type de valeurs mobilières	Nouveau-Brunswick	Non originaire du Nouveau-Brunswick	Total
Obligations	10	50	60
Actions ordinaires	44	5	49
Débetures convertibles	3	2	5
Titres d'emprunt convertibles	1	-	1
Débetures	12	4	16
Billets à ordre	11	12	23
Actions privilégiées	15	5	20
Unités	9	37	46
Droits de souscription	2	9	11
<b>Total global</b>	<b>107</b>	<b>124</b>	<b>231</b>

Table 2.5 : Distribution des marchés dispensés selon le type d'investisseur en 2015 (en millions de dollars)

Types de marchés dispensés	2014	2015
Investisseurs qualifiés	68,78 \$	362,46 \$
Émetteurs fermés	2,90 \$	-
Parents, amis et associés	3,13 \$	1,33 \$
Notice d'offre	0,47 \$	0,13 \$
<b>Total</b>	<b>75,28 \$</b>	<b>363,92 \$</b>

Tableau 2.6 : Distribution des marchés dispensés selon l'emplacement géographique et le secteur d'activité des investisseurs en 2015 (en millions de dollars)

Emplacement	Agriculture et pêches	Soins de santé	TIC	Sciences de la vie	Immobilier	Autres	Total
Alberta	-	0,25	2,00	-	2,93	-	5,18
Colombie-Britannique	-	0,95	-	0,02	0,08	-	1,05
Îles Caïmans	-	4,50	-	-	-	-	4,50
Manitoba	-	-	-	0,02	-	-	0,02
Nouveau-Brunswick	0,17	1,56	6,10	0,27	1,88	0,20	10,18
Ontario	-	0,48	85,25	-	2,91	-	88,64
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	-	0,30	-	0,30
Québec	250,00	0,05	-	-	3,01	-	253,06
Saskatchewan	-	-	-	-	0,05	-	0,05
États-Unis	-	0,94	-	-	-	-	0,94
<b>Total global</b>	<b>250,17</b>	<b>8,73</b>	<b>93,35</b>	<b>0,31</b>	<b>11,16</b>	<b>0,20</b>	<b>363,92</b>

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

Tableau 3.0 : Aperçu des opérations de fusion et d'acquisition au Nouveau-Brunswick en 2015

Emplacement de la société acheteuse	Emplacement cible	Montant (en millions de \$)	Nombre d'opérations
États-Unis	Nouveau-Brunswick	Non divulgué	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	Non divulgué	1
Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Non divulgué	1
Colombie-Britannique	Nouveau-Brunswick	74,98	1
Nouveau-Brunswick	Non divulgué	Non divulgué	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	28,02	1
Nouveau-Brunswick	Royaume-Uni	Non divulgué	1
Non divulgué	Nouveau-Brunswick	Non divulgué	1
Non divulgué	Alberta	7,04	1
Non divulgué	Nouveau-Brunswick	15,24	1
Québec	Nouveau-Brunswick	Non divulgué	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	Aucune incidence financière pour le N.-B.	1
<b>Total</b>		<b>125,28</b>	<b>12</b>

Tableau 3.1 : Montant et nombre totaux des opérations de fusion et d'acquisition entre 2011 et 2015

Montant et nombre totaux des opérations de fusion et d'acquisition		
Année	Montant (en millions de \$)	Nombre d'opérations
2011	533,89	9
2012	215,98	19
2013	177,70	17
2014	372,02	23
2015	125,28	12
<b>Montant et nombre cumulatif de cinq ans</b>	<b>1 424,87</b>	<b>80</b>
<b>Moyenne quinquennale</b>	<b>284,97</b>	<b>16</b>

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

**Tableau 3.2 : Sociétés néo-brunswickoises ayant acquis d'autres sociétés et sociétés de l'extérieur ayant acquis des sociétés du N.-B. de 2011 à 2015**

Année	Sociétés acheteuses (en millions de \$)	Sociétés acquises (en millions de \$)	Total (en millions de \$)
2011	171,97	361,90	533,87
2012	176,78	39,20	215,98
2013	147,29	30,41	177,70
2014	266,20	105,82	372,02
2015	7,03	118,25	125,28
<b>Montant cumulatif de cinq ans</b>	<b>769,27</b>	<b>655,58</b>	<b>1 424,85</b>
<b>Moyenne quinquennale</b>	<b>153,85</b>	<b>131,11</b>	<b>284,96</b>

**Tableau 3.3 : Valeur globale des opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement géographique de la société acheteuse (en millions de \$)**

Emplacement	2011	2012	2013	2014	2015	Total cumulatif	Moyenne de cinq ans
Alberta	-	3,11	-	-	-	3,11	0,62
Colombie-Britannique	0,36	18,84	0,30	5,86	74,98	100,34	20,06
Nouveau-Brunswick	171,97	176,78	147,26	266,21	7,03	769,25	153,85
Ontario	-	15,24	29,39	-	28,03	72,66	8,92
Québec	11,54	1,11	0,75	47,95	-	61,35	12,28
États-Unis	350,00	-	-	-	-	350,00	70,00
Non identifié	-	0,90	-	52,00	15,24	68,14	13,63
<b>Total</b>	<b>533,87</b>	<b>215,98</b>	<b>177,70</b>	<b>372,02</b>	<b>125,28</b>	<b>1 424,85</b>	<b>25,06</b>

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

**Tableau 3.4 : Valeur globale des opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur d'activité de 2011 à 2015 (en millions de \$)**

Secteur d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	Total cumulatif	Moyenne de cinq ans
Énergie	-	7,82	-	-	-	7,82	1,56
Assurances	-	-	-	-	15,24	15,24	3,05
Soins de santé	-	7,63	-	57,50	-	65,15	13,03
Immobilier	-	-	122,80	-	28,03	150,83	30,17
TIC	350,00	0,90	-	-	-	350,90	70,18
Mines	108,05	41,84	4,67	43,06	-	197,60	39,52
Métaux et produits métalliques	-	-	0,32	-	-	0,32	0,06
Agriculture, foresterie et pêche	75,82	154,39	24,00	271,46	-	525,67	105,13
Services et tourisme	-	-	25,70	-	74,98	100,68	20,14
Autres (services d'hygiène, services aux entreprises, etc.)	-	3,40	0,21	-	7,03	10,64	2,13
<b>Total</b>	<b>533,87</b>	<b>215,98</b>	<b>177,70</b>	<b>372,02</b>	<b>125,28</b>	<b>1 424,85</b>	<b>284,97</b>

**Tableau 3.5 : Nombre total des opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement géographique de la société acheteuse**

Emplacement	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Alberta	-	1	-	-	-	1
Colombie-Britannique	2	6	2	2	1	13
Nouveau-Brunswick	5	5	7	6	1	24
Nouvelle-Écosse	-	-	-	2	-	2
Ontario	-	5	5	2	1	13
Manitoba	-	-	-	1	-	1
Québec	1	1	2	5	-	9
États-Unis	1	-	-	-	-	1
Non identifié	-	1	1	5	9	16
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>12</b>	<b>80</b>



## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

**Tableau 3.6 : Nombre total des opérations de fusion et d'acquisition selon le secteur d'activité entre 2011 et 2015**

Secteur d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Énergie	-	1	-	-	-	1
Assurances	-	-	1	2	1	4
Soins de santé	-	1	-	2	-	3
Immobilier	-	-	2	1	2	5
TIC	1	1	-	3	-	5
Mines	6	9	5	4	-	24
Métaux et produits métalliques	-	-	1	-	-	1
Services et tourisme	-	-	1	-	1	2
Agriculture, foresterie et pêche	2	5	3	5	3	18
Autres (services aux entreprises, commerce de gros, etc.)	-	2	4	6	5	17
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>12</b>	<b>80</b>

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

Tableau 4.0 : Subventions fédérales et provinciales au Nouveau-Brunswick de 2011 à 2015 (en millions de dollars)

Organisme subventionnaire	2011	2012	2013	2014	2015	Total cumulatif sur cinq ans
Subventions provinciales	182,91	48,20	68,14	70,63	110,14	480,02
Subventions fédérales	54,14	69,85	72,89	86,00	70,91	353,79
<b>Total</b>	<b>237,05</b>	<b>118,05</b>	<b>141,03</b>	<b>156,63</b>	<b>\$ 181,05</b>	<b>833,81</b>

Tableau 4.1 : Subventions provinciales au Nouveau-Brunswick de 2011 à 2015 (en millions de dollars)

Organisme subventionnaire	2011	2012	2013	2014	2015	Total cumulatif sur cinq ans
Société de développement régional	77,89	38,14	40,67	46,53	77,90	274,13
Ministère du développement économique	108,60	4,50	11,00	13,39	15,10	151,79
Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick	1,82	1,29	7,90	5,90	8,50	25,41
Fondation de la recherche en santé du Nouveau-Brunswick	1,60	4,27	8,57	5,81	8,64	28,89
<b>Total</b>	<b>182,91</b>	<b>48,20</b>	<b>68,14</b>	<b>70,63</b>	<b>110,14</b>	<b>480,02</b>

Tableau 4.2 : Subventions fédérales au Nouveau-Brunswick entre 2011 et 2015 (en millions de dollars)

Organisme subventionnaire	2011	2012	2013	2014	2015	Total cumulatif sur cinq ans
CNRC-PARI	5,70	16,29	14,62	17,59	11,49	65,69
CRSNGC	12,04	7,14	6,95	6,36	10,62	43,11
FCI	0,90	0,22	1,56	0,54	0,00	3,22
TDDC	7,00	8,00	8,00	2,35	0,00	5,35
IRSC	0,63	0,14	0,20	0,08	0,77	1,81
CRSH	1,50	1,50	3,74	3,47	2,19	12,40
APECA	26,37	36,56	37,82	55,61	45,84	202,20
<b>Total</b>	<b>54,14</b>	<b>69,85</b>	<b>72,89</b>	<b>86,00</b>	<b>70,91</b>	<b>353,79</b>

## Rapport de 2016 sur les marchés financiers

Tableau 4.3 : Subventions provinciales de la Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)

Type de fonds	Montant (en millions de \$)
Fonds d'innovation en recherche (FIR)	3,20
Initiative des assistants à la recherche (IAR)	0,91
Programme des bourses d'études supérieures du N.-B.	1,15
Chaire de recherche en innovation du N.-B.	1,40
Fonds de bons d'innovation (FBI)	1,40
Initiative des techniciens à la recherche (ITR)	0,43
<b>Total</b>	<b>8,50</b>

Tableau 5.0 : Financement par emprunt d'entreprises clientes (en millions de dollars)

Organisme subventionnaire	Actifs des soldes de prêts					
	2011	2012	2013	2014	2015	% de variance
<b>Caisses populaires (N.-B.)</b>	675,50	730,61	781,46	795,98	848,15	6,55%
<b>APECA</b>	21,34	18,02	21,38	19,45	18,58	-4,49%
<b>Credit Unions</b>	65,09	71,39	76,44	80,04	85,87	7,29%
<b>Total</b>	<b>761,93</b>	<b>820,02</b>	<b>879,28</b>	<b>895,47</b>	<b>952,60</b>	<b>6,38%</b>

Tableau 5.1 : Soldes des prêts au 1<sup>er</sup> janvier et prêts nouvellement émis en 2015 - Caisses populaires

Type de prêts	Actifs des soldes de prêts		% de variance
	2014 (en millions de \$)	2015 (en millions de \$)	
<b>Nouveaux</b>	174,64	239,99	37,42%
<b>Anciens</b>	621,34	608,16	-2,12%
<b>Total</b>	<b>795,98</b>	<b>848,15</b>	<b>6,55%</b>

## Annexe F – Facilitateurs

Les renseignements suivants sont extraits des sites Web des facilitateurs.

**Planet Hatch** : <http://planethatch.com/en> (en anglais seulement)

Planet Hatch est un facilitateur situé à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, qui favorise la fusion des idées et des milieux. L'entreprise vise particulièrement à aider les entreprises en démarrage à accélérer leur croissance, à pénétrer la communauté des entrepreneurs et à s'y immiscer. Elle s'est associée à plusieurs autres organismes afin d'offrir un éventail complet de services de soutien. Voici un exemple de ses programmes

### PROGRAMMES

Les programmes Launch & Build sont ambitieux et axés sur les résultats! Les deux programmes sont composés de programmes accélérés de 12 semaines, qui commencent par un appel de demandes. Les entreprises retenues sont invitées à participer à un camp de sélection, où sont choisies par concurrence celles qui pourront intégrer le programme de facilitation. Ils regroupent également les talents des secteurs des affaires et des technologies du Canada atlantique qui travaillent en qualité de conseillers et mentors.

**Propel ICT** : <http://www.propelict.com/> (en anglais seulement)

Sa mission consiste à éduquer et à encadrer les entrepreneurs dans le but de créer la première entreprise technologique milliardaire du Canada Atlantique.

Ils travaillent en étroite collaboration avec Planet Hatch et fournissent le prochain niveau de formation dans cet écosystème. Ils travaillent avec des entreprises en croissance par l'intermédiaire de leur programme Build, c'est-à-dire avec celles qui ont dépassé la phase de conception et ont commencé à susciter l'intérêt des marchés.

**Venn Centre** : <http://venncentre.ca/fr/pages/about-us>

Créé en 2010, le centre Venn a été fondé par un groupe d'entrepreneurs de l'économie technologique et d'actionnaires afin de soutenir la croissance économique basée sur l'innovation. Venn aide les entreprises technologiques du Nouveau-Brunswick à entrer dans le marché, à y rester, à faire croître leurs affaires, et à échelonner leurs opérations. L'organisme est déterminé à créer au Nouveau-Brunswick une industrie technologique dynamique qui connaît du succès à l'échelle mondiale et dont la croissance est assurée grâce à des partenariats stratégiques, des collaborations significatives et une coopération accrue entre les intervenants du milieu des affaires, du milieu universitaire et de la recherche et du gouvernement.

**ConnexionWorks** : <http://connexionworks.ca/>(en anglais seulement)

## **Rapport de 2016 sur les marchés financiers**

ConnexionWorks est une solution créative et inspirante établie dans un espace de travail collaboratif à Saint John. Il est ouvert à diverses entreprises en démarrage individuelles et des petites et moyennes entreprises semblables. ConnexionWorks sera un lieu pour encourager les rencontres naturelles et la pensée collaborative. Son emplacement prestigieux sera la base physique des connaissances de notre communauté.

## Annexe G – Sources des données

### **Tableaux 1.0 à 1.6**

Source : Thomson Reuters

### **Tableaux 2.0 à 2.6**

Source : Déclarations réglementaires déposées auprès de la Commission des services financiers et des services aux consommateurs

### **Tableaux 3.0 à 3.6**

Sources :

1. Thomson Reuters
2. Source d'information publique

### **Tableaux 4.0 à 4.3**

#### **Agences provinciales**

Sources :

1. *Business New Brunswick Annual Report 2015*
2. Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)
3. Renseignements fournis par Opportunités Nouveau-Brunswick
4. FRSNB – subventions versées par la Fondation de la recherche en santé du Nouveau-Brunswick

#### **Agences fédérales**

Sources :

5. Programme d'aide à la recherche industrielle du CNRC – subventions versées par le Conseil national de recherches Canada I
6. CRSNG – subventions versées par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
7. FCI – subventions versées par la Fondation canadienne pour l'innovation
8. TDDC – subventions versées par les Technologies du développement durable du Canada
9. IRSC – subventions versées par les Instituts de recherche en santé du Canada
10. CRSH – Conseil de recherches en sciences humaines
11. APECA – subventions versées par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

### **Tableaux 5.0 et 5.1**

Sources :

1. Renseignements fournis par la Fédération des caisses populaires acadiennes
2. Base de données d'information sur les projets de l'APECA
3. Renseignements fournis par Credit Union Atlantic